

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 25 (1999)
Heft: 3

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN / RECENSIONS CRITIQUES/ BOOK REVIEWS

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Yves Travaillot, *Sociologie des pratiques d'entretien du corps*, P.U.F., Paris, 1998, 235 p.

Avec les «pratiques d'entretien du corps», Yves Travaillot a trouvé un analyseur pertinent pour comprendre l'évolution de la société française des 40 dernières années et rendre compte de la construction de modèles culturels et de l'évolution des mentalités, en relation avec les contextes *économique* (les trente Glorieuses, puis la crise), *sociologique* (nouveau statut de la femme et de la jeunesse dans la société, nouvelles classes moyennes), *idéologique* et *culturel* (les effets de 1968, le néolibéralisme, le poids des scientifiques et des médias, l'américanisation de la société, etc.).

Si, au cours des siècles et dans toutes les sociétés, le corps et son apparence ont toujours constitué un enjeu important, les dernières décennies ont vu la mise en place successive de nouvelles formes «d'excellence corporelle», lesquelles ont profondément modifié les rapports que la majorité des Français(e)s entretiennent avec leur corps. Les nouvelles normes concernant l'apparence du corps et son entretien, principalement diffusées par les médias, sont intériorisées comme autant «d'auto-contraintes», participant dès lors au procès de civilisation décrit par Norbert Elias. Notre société serait sur ce point comparable à la société de cour des XVII^e et XVIII^e siècles, c'est à dire à «une institution qui

conduit un ensemble d'individus à intérioriser les règles codifiées par toute une littérature».

Le propos de l'auteur est de participer à l'histoire de l'entretien du corps en s'interrogeant notamment sur l'identité des acteurs «qui agissent pour ou contre le modèle qui domine à chaque instant», la nature de leur message et la «validité» de leurs discours. Cela le conduit à s'intéresser particulièrement aux médias (presse, en particulier féminine, télévision, littérature liée à la santé, à la beauté et à la forme) qu'il considère comme un «véritable acteur de cette période». Son travail s'articule autour de trois sources : l'analyse des messages médiatiques, ainsi que des discours médico-scientifiques et professionnels¹ concernant les pratiques d'entretien du corps²; l'étude du développement de certains lieux de pratique (salles de mise en forme, fitness clubs) et des espaces institutionnels (associations, fédérations, Ministère de la Jeunesse et des Sports) concernés par les activités physiques et

1 Il est ainsi fait référence à des «personnages» aussi divers que des professeurs d'éducation physique, des culturistes, Thérèse Bertherat ou Jane Fonda !

2 Il faut prendre ces termes au sens large : cela va des innombrables formes d'activité physique (gymnastique volontaire, aérobic, etc.) aux pratiques alimentaires en passant par les médecines douces et la chirurgie esthétique ou les produits cosmétiques.

sportives; enfin, la restitution des analyses de chercheurs à propos du phénomène étudié : Boltanski, Bourdieu, Fischler, Lipovetsky, Vigarello, pour ne citer que quelques-uns d'entre eux. Ainsi donc, un constant va-et-vient très stimulant entre le discours des acteurs en situation, promoteurs ou détracteurs de ces nouvelles pratiques, et celui des chercheurs qui en font l'analyse, en «méta» position. Pour mieux rendre compte de «l'évolution des modèles et des moyens mis au service de la recherche de la beauté, de la santé et de la forme», Yves Travaillot divise son analyse en trois grandes périodes correspondant chacune à des tendances spécifiques.

1960-1980 : être beau et en bonne santé. Durant les *Trente Glorieuses*, le niveau de vie s'élève entraînant une frénésie de consommation. Avec la tertiarisation de l'économie, apparaît une nouvelle classe moyenne, disposant de davantage de temps libre (pendant lequel le corps est de plus en plus souvent exposé, en particulier à la plage) et friande de loisirs, ce «contenu du temps orienté vers la réalisation de la personne comme fin dernière». Simultanément, le seuil de tolérance à la maladie s'abaisse : la demande de soins médicaux augmente, les soins de beauté et de santé deviennent légitimes. C'est d'ailleurs l'époque de la généralisation des salles de bains et des produits d'hygiène et de confort. Le développement du système éducatif et la prolongation de l'obligation scolaire favorise l'apparition d'une nouvelle classe d'âge comme groupe social, la jeunesse, qui développe sa propre culture. Le fossé entre les générations se creuse : la vieillesse est de plus en plus dévalorisée et «ce sont désormais les adultes qui veulent ressembler aux jeunes», si bien que l'on peut parler d'une véritable «juvénilisation» de la société qui impose un nouvel idéal corporel. «L'apparence corporelle devient un souci grandissant pour un nombre croissant de Français qui acceptent de modifier leur

quotidien et de dépenser temps et argent pour s'approcher du nouveau modèle de séduction en vigueur». Ce mouvement, qui touche également les pratiques alimentaires, les activités physiques, la cosmétique et l'habillement, tend à associer de plus en plus étroitement *beauté* et *santé*. Au cours de cette période, les activités physiques et sportives prennent un essor important avec la mise en place d'une politique sportive, partie intégrante de la «politique de Grandeur» menée par le général De Gaulle (représentation de la Nation dans les grandes compétitions internationales). Des associations se créent autour de différentes formes de culture physique (gymnastique volontaire, culturisme, etc.) qui accueillent de nombreux adeptes et s'organisent en puissantes fédérations. La formation d'éducateur physique se développe et est normalisée. Simultanément, les femmes qui s'imposent sur le marché du travail et conquièrent leur autonomie manifestent un intérêt d'ordre hygiénique et sont très demandeuses d'exercices d'entretien.

Le mouvement contestataire de 1968, qui est davantage le fait d'une classe d'âge que d'une classe sociale, ainsi que le *mouvement féministe*, placent le corps au cœur des débats avec la revendication de la liberté sexuelle et de procréation. Vers la fin des années 70, on assiste à un déclin des grandes idéologies et des causes collectives et à un repli sur un individualisme hédoniste. Le corps devient alors «un objet majeur dans la quête de l'intime», les discours sur sa libéralisation se multiplient. «La vision du corps-machine est remise en cause au profit d'un corps mis en avant comme une valeur en soi. Le corps exerce une sorte de fascination et devient le lieu de l'identité personnelle et de la jouissance». Suite aux travaux de W. Reich et au développement de la psychologie humaniste prônant une vision holistique de l'Homme, les thérapies à médiation corporelle et les pratiques visant à la réappropriation du corps se

multiplient. Dans les années 70, cette centration sur le corps entraîne un *besoin de santé* toujours plus important; de nombreux magazines spécialisés dans les soins du corps et la santé voient le jour. On assiste à une sorte de médicalisation de la vie où les médecins édictent les normes du bon et du mauvais, du permis et du défendu, autrement dit d'une nouvelle morale sanitaire qui induit la culpabilisation. L'impératif de la minceur s'impose par le biais d'un véritable «matraquage médiatique». Un jugement moral est associé aux apparences du corps : «être gros signifie négligence, laisser-aller, manque de raffinement; au contraire, la minceur est associée à la finesse, la jeunesse, le dynamisme et l'activité». La classe moyenne supérieure et les cadres supérieurs sont particulièrement ciblés dans l'imposition de ce modèle; ils sont les premiers à s'y conformer et l'on constate alors une réelle différence morphologique (en termes de taille et de poids) entre les catégories aisées et les ouvriers. Bourdieu dira que c'est le corps lui-même³ qui devient le support de la distinction sociale, forme achevée d'une «violence symbolique qui tend à généraliser les manières d'être et de faire de la classe dominante». Cet appel à la maîtrise du corps, comme les nouvelles pratiques de loisir sportif, ont quelque chose à voir avec l'individualisme ambiant. On assiste d'ailleurs à un déclin de l'idéal sportif des fédérations au profit de nouvelles pratiques sportives «libres», plus ludiques et plus soumises à l'imprévisibilité des

éléments naturels, hors des structures intégratives.

1980-1985 : à la conquête de la forme. L'attrait du corps (s'en préoccuper, l'entretenir) se concrétise vraiment pour un maximum de gens au début des années 80. Dans un contexte de mort des idéologies, d'américanisation de la société et d'émergence d'un individualisme narcissique, le dialogue de soi à soi (qui passe désormais par le corps) remplace le dialogue social. *La forme*, modèle d'excellence des cadres supérieurs devient la nouvelle valeur «universelle». Elle dépasse l'idéal esthétique de la minceur pour atteindre une dimension holistique. Dorénavant, «l'apparence signifie à la fois la santé, la vitalité et les ressources psychiques. Elle tend à se confondre avec le corps et la personne toute entière ... Elle est un mode de communication globale du soi». Le corps et le look deviennent un capital dans la vie professionnelle. La tonicité musculaire, nouvelle norme d'excellence corporelle, incite à une transformation volontaire du corps et de ses apparences; c'est l'apogée du body building et de l'aérobic⁴. On voit apparaître la «superwoman» au corps ferme et musclé, volontariste et active qui met en échec le stéréotype du «sexe faible» et affronte les hommes sur le terrain professionnel. Cette quête volontariste de la forme, qui relève de l'acharnement (l'effort, la douleur et les renoncements sont valorisés), est associée à la valeur «réussite». La nécessité de se prendre en charge (y compris pour sa santé) et de s'affirmer s'impose avec force; l'individu est appelé à être l'entrepreneur de sa propre existence et devient donc responsable de ses échecs. Les références au mythe américain (if you work hard, you succeed) et au discours managérial sont implicites. On valorise les «battants» et les «gagneurs» comme

3 Avec la libéralisation progressive du carcan vestimentaire dès les années 50, il n'est «plus question de tricher sous les vêtements ou avec eux : le corps affleure à la surface du costume, il saute aux yeux, est mis en scène et n'est plus déguisé. Il devient son propre corset et est alors l'objet des diktats de la mode. C'est le corps même, dans sa chair, qui est visé ... L'hygiène et la restriction alimentaire remplacent la guêpière» (p. 63).

4 Voir le succès de l'émission *Gym Tonic* à la télévision française, à l'origine de nombreux débats.

Tapie. Ce processus correspond à une mutation idéologique et est en phase avec les changements politiques qui surviennent en France entre 1982 et 1984 : tournant de la rigueur, acceptation d'un certain libéralisme, crise de l'Etat providence.

De 1985 à nos jours : et le plaisir ?

Dans la seconde moitié des années 80, le concept de forme véhiculé par les pratiques style aérobic perd du terrain au profit d'une philosophie plus large de la vie saine. Dans un contexte social source d'inquiétudes, la préoccupation de la santé (désormais dissociée de la forme) et la peur de la maladie reviennent au premier plan. On remet en cause les méthodes draconiennes des années précédentes; le plaisir et la douceur deviennent prioritaires en réaction à l'effort douloureux, la contrainte et l'acharnement. Il faut se détendre, respecter son corps, ne plus lutter contre lui. Les gymnastiques douces et les méthodes de musculation passive se développent; on recourt à des produits modelants et aminçissants, à la chirurgie esthétique et à nouveau à l'art du camouflage vestimentaire, plutôt qu'à des régimes arides. La diététique n'en reste pas moins au premier plan et la médecine est omniprésente dans la vie quotidienne. Certains aliments (vin, graisse d'oie), auparavant «interdits», sont réhabilités, légitimés par la recherche scientifique. Les produits «allégés», pauvres en calories, cèdent la place à des produits enrichis en vitamines, fibres et autres compléments alimentaires. L'alimentation bien pensée, et non plus les restrictions, devient la première médication, avec en plus l'idée que le plaisir de manger contribue également à la santé. Cette évolution va de pair avec l'évolution des mentalités. On refuse désormais la douleur. L'individualisme conquérant des golden boys est en perte de vitesse, la cellule familiale est à nouveau plébiscitée. On prend des distances avec le modèle américain pour revenir à la tradition française, avec la valorisation de l'authenticité et des produits du terroir. Les femmes

remettent en cause les premières féministes en déclarant le «ras-le-bol des super women». On glorifie la féminité et la maternité, la grossesse est mise en scène; la vie au foyer n'est plus stigmatisée. Une nouvelle esthétique remet les rondeurs à l'ordre du jour. «Il n'est plus besoin de tenter de ressembler aux hommes ... Le retour des 'vraies femmes', séduisantes, permis par les conquêtes passées, signe la fin de l'ère des combattantes».

Le chapitre *les gymnastiques, objet de débats passionnés* est particulièrement intéressant. Il montre les débats idéologiques⁵ opposant les professionnels des associations sportives aux promoteurs des nouvelles gymnastiques (stretching, aérobic) qui pratiquent en privé, sans formation réglementée. Les détracteurs des nouvelles pratiques opposent la vie associative à but non lucratif à la logique commerciale du secteur privé; le démocratisme associatif au conditionnement et à la manipulation des gens par des «marchands habiles»; les diplômes reconnus et l'expérience pédagogique des professionnels au manque de qualifications des tenants de l'aérobic qui proposent des pratiques dangereuses pour la santé. Ces derniers dénoncent la diabolisation dont ils sont l'objet et mettent en avant leur grande expérience, leurs longs séjours aux Etats Unis. Ceux qui sont diplômés tiennent à se distinguer de ceux qui ne le sont pas ... Ce chapitre nous décrit aussi le processus d'institutionnalisation des nouvelles pratiques par la création d'une fédération française de stretching et d'aérobic, avec contrôle par l'Etat d'une formation reconnue dans le domaine. Démonstration particulièrement éclairante des enjeux institutionnels et corporatistes, notamment liés à la professionnalisation et à la légitimité, qui ne manquent pas de s'affirmer dès que de

5 Les textes cités sont d'une grande virulence et méritent d'être lus comme illustration particulièrement réussie du registre idéologique !

nouvelles pratiques menacent de s'imposer en dehors du contrôle de l'Etat et/ou des milieux professionnels agréés. Cela s'est vu dans d'autres secteurs.

Bien que l'on puisse regretter parfois une certaine redondance dans l'organisation des chapitres et déplorer qu'il n'y ait pas davantage d'apports théoriques personnels⁶ de l'auteur à la construction de son objet (mais on ne peut pas tout faire !), nous ne pouvons que recommander la lecture de cet ouvrage. Notamment à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du rapport au corps, à l'histoire des mentalités, ainsi qu'à l'émergence, grandeur et décadence des modèles culturels.

Françoise Osiek-Parisod
Service de la recherche en éducation
Genève

Frank Welz und Uwe Weisenbacher (Hrsg.), *Soziologische Theorie und Geschichte*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1998, 328 Seiten, sFr. 28.—

Soziologische Theorie und Geschichte: in diesem Titel scheint sich auf den ersten Blick ein asymmetrisches Verhältnis zweier Wissenschaften anzuzeigen. Fast könnte man sich an die Zeiten gemahnt fühlen, in denen die Soziologie der Geschichtswissenschaft gegenüber umso selbstbewußter auftrat, als sie die Theorie

zur Geschichte zu liefern versprach. Aber diese Attitüde der soziologischen Theorie ist inzwischen offenbar selbst Geschichte. Die gegenwärtigen Verhältnisse sind anders und weit weniger eindeutig. Dies machen die Beiträge deutlich, die der von Uwe Weisenbacher und Frank Welz herausgegebene Band versammelt. Hier werden viele der gegenwärtig bedeutendsten soziologischen Theorien (teils in Innen-, teils in Aussenperspektive) auf ihr Verhältnis zur Geschichte befragt. Ein breites Spektrum von Positionen zeichnet sich ab. Daraus zwei Beispiele. Seitens der „historischen Soziologie“ besteht Wilfried Spohn auf einer „wissenschaftslogischen Einheit“ von Soziologie und Geschichtswissenschaft. Die „Soziologisierung der Geschichtswissenschaft“ in den vorvergangenen Dekaden erscheint dann als ebenso fruchtbar wie eine „Historisierung der Soziologie“, die nach Spohn im Zuge des Erfolgsprogramms „historische Soziologie“ ansteht. Auf der anderen Seite des Spektrums wird für eine klare Abgrenzung geworben. Diese Gegenposition markiert in diesem Band Rudolf Stichweh. Aus systemtheoretischer Perspektive unterscheidet Stichweh den Gegenstandsbereich der Geschichte von jenem der Soziologie. Inhaltlich bleibt Geschichte im Geschäft der Soziologie, eine Theorie der *modernen* Gesellschaft zu liefern, vorzuherrschen. So setzt sich soziologische Theorie durch ihre Beschränkung auf die Gegenwart von der Geschichte ab. Das ist freilich nicht das letzte systemtheoretische Wort zu diesem Verhältnis. Die Systemtheorie betrachtet die Gesellschaft auch als evoluierend – und die soziologische Theorie als „Selbstbeschreibung der Gesellschaft“ mit ihr. Beide, Theorie und ihr Gegenstand, tragen von daher einen Zeitindex. Geschichte zeigt sich so gleichsam auch im Rücken der soziologischen Theorie.

„Evolution“, wie in anderen Theorien auch „Rekonstruktion“, scheinen begriffliche Werkzeuge zu sein, mit dieser Si-

6 La réflexion (dans la conclusion) sur le rôle joué par les femmes dans l'extension des pratiques de forme, de santé et de beauté et la question posée d'une nouvelle domination sexuelle qui s'exercerait avec la complicité des femmes est particulièrement intéressante. Nous aurions souhaité davantage de réflexions de ce type, notamment aussi sur le rapport inégal qu'entretiennent les différentes catégories sociales avec ce type de discours et de pratiques.

tuation der soziologischen Theorie vor der Geschichte umzugehen – ohne die soziologische Theorie als geschichtsphilosophisch aufgeladenes „Zusichselbstkommen“ der Gesellschaft, ohne also Gesellschaftsgeschichte als teleologischen Prozess begreifen zu müssen. Denn dass derlei geschichtsphilosophischen Eskapaden entschlossen die Tür zu weisen sei, stelle einen Konsens unter den verschiedenen Theorien dar. Frank Welz sagt so in seiner kundigen Einleitung¹, dass all diesen Theorien „allesamt jede auch nur annähernd teleologisch-lineare Geschichtsspekulation an erster Stelle dessen steht, was es theoretisch zu vermeiden gilt“ (S. 29). Was aber sind es dann für Geschichten, die die grossen soziologischen Theorien der Gegenwart zu erzählen haben?

Nicht ganz ohne Seitenblicke auf die gegenwärtige Mode hat Niklas Luhmann die „grossen Erzählungen“ im allgemeinen aus der Systemtheorie verbannt wie speziell teleologisches Denken. Insofern geht die Systemtheorie mit der genannten Diagnose konform. Dass damit die Inanspruchnahme letzter Haltepunkte wirklich konsequent vermieden wird, wurde aber immer schon gelegentlich angezweifelt. Für Günther Dux (S. 34 ff.) scheint die Systemtheorie insbesondere deshalb „unhistorisch“ zu bleiben, weil sie einen Typus von „Ursprungsdenken“ kontiniere.

Im Begriff des selbstreferentiellen Systems feiere jener des Subjekts Urständ.² Als Subjektdenken erweise sich die Systemtheorie der „alten Logik“ verhaftet, letztlich dem mythischen Weltbild. Dieses in der Soziologie endlich ganz zu überwinden setzt Günther Duxens „historisch-genetische Soziologie“ an. Letztlich geht es hier um eine geistesgeschichtliche Grosstat, die schon früher gelegentlich auf der Agenda gestanden hatte: den Abschied von der Metaphysik aristotelischen Zuschnitts, das Umschalten vom Primat der Substanz auf den Primat der Relation, vom Sein auf das Werden. Soziologie hat in dieser Logik „historische Soziologie“ zu sein. Duxens Beitrag zu diesem Sammelband gibt einen guten Einblick in sein über Jahrzehnte entwickeltes Programm. Soziologie an das moderne, „relationale“ Denken anzuschliessen, bedeute, Geschichte noch in die basalsten Kategorien soziologischer Analyse einzulassen. Das Denken hat für Dux sowenig im Subjekt ein ahistorisches Fundament wie in seinem Gegenstandsbezug. Erkenntnis ist „Konstruktion“. „Anything goes“ oder auch nur Historismus bedeute dies aber keineswegs, so Dux. Es gibt ein allgemeines Maß in der Entwicklung der Dinge. Der Historizität von Wissenschaft und Gesellschaft angemessen sei das Instrumentarium der *Rekonstruktion* von strukturell allgemeinen Entwicklungen. Und soweit Gesellschaftstheorie nur rekonstruktiv möglich sei, sei Theorie der Gesellschaft zwangsläufig Theorie der Geschichte. Freilich impliziert auch ein historisch-rekonstruktives Theorieselbstverständnis einen gewagten Sprung aus der Geschichte. Dux schildert die Rekonstruktion gleichsam als theoretischen salto mortale: „Wir denken aus der Geschichte heraus vor die Geschichte

1 Nach dem tragischen Unfalltod Uwe Weisenbachers hat Frank Welz die Herausgabe dieses Bandes alleine zu Ende gebracht. Seine Einleitung tut im übrigen auch jener Position Erwähnung, die in diesem Band auch wohl am schmerzlichsten fehlt: jener der marxistisch-strukturalistischen Theorie Pierre Bourdieus.

2 Letztlich am armen Subjekt scheint auch Frank Welzens Kritik an Alfred Schütz (S. 134 ff.) hängen zu bleiben. Im Gegensatz zu Ilja Srubars Diagnose (S. 121 ff.) sieht Welz Schütz nicht als jenen Denker, der die Phänomenologie aus der transzendentalen Reserve Husserls geholt und erfolgreich in die Geschichte gelockt

hat. Gerade die Husserlschen Erblasten, die Residuen des Subjektdenkens in Schützens „mundaner Phänomenologie“ sind es nach Welz, die Schütz den Zugang zur Geschichte verbaut hätten.

zurück, um aus den Bedingungen, unter denen sich die soziokulturellen Lebensformen haben bilden können, die pristine Organisation allererst entstehen zu lassen. Hernach setzen wir die Rekonstruktion über die Bedingungen fort, bis wir uns selbst einholen“ (S. 56). Keine „offene Rekonstruktion“ also, sondern letztlich ein zirkuläres „Selbsteinholungsunternehmen“. Es erinnert strukturell an eine entwicklungslogische Ausbuchstabierung des subjektiven Selbstverhältnisses (und insofern auch wieder an die Selbstreferenzialität von Luhmanns Systemen): die Geschichte, die diese soziologische Theorie erzählt, ist eine Zusichselbstkommensgeschichte. Das Ausgeschlossene, die „traditionelle Logik“, scheint sich auch dann wieder zu melden, wenn dieser methodische salto mortale dazu dienen soll, den „ursprünglichen Sinn“ der Soziologie zu retten: die historisch-genetische Soziologie will den „Erkenntnisanspruch einlösen, der von der Soziologie zu Beginn ihrer Geschichte erhoben worden ist“ (S. 51).

Georg Lohmann untersucht eine dritte soziologische Grosstheorie auf ihre geschichtsphilosophischen Implikationen: die kommunikationstheoretisch gewendete Kritische Theorie von Jürgen Habermas (S. 197 ff.). Lohmanns Interpretation läuft gleichsam gegen den Strich der Entwicklung dieser Theorie (wie auch gegen den Strich der gängigen Interpretation): Die Verabschiedung der geschichtsphilosophischen, horkheimersch-adornitischen „Altlasten“ durch Habermas hinterlasse ein entscheidendes *Defizit* in der Kritischen Theorie. Für Lohmann ist der Habermas' „Formalismus“ in dieser Dekontaminationsbemühung begründet: die Unfähigkeit, nicht nur „notwendige Bedingungen“ der Rationalität, sondern geglückte Lebensformen als solche vor den Blick zu bekommen. Wenn Kritische Theorie aber auch hierzu etwas sagen können sollte – und dieses Desiderat sollte man wohl tatsächlich nicht zu leichtsinnig aufgeben – dann brauche es mehr als ein „rekonstruk-

tives“ Verhältnis zur Gesellschaftsgeschichte. Kritische Theorie brauche Geschichtsphilosophie – eine nicht-objektivistische freilich, eine, die der unverlierbaren Ambivalenz von Entwicklungen gerecht zu werden vermag. Denn auf Ambivalenzen von Entwicklungen aufmerksam zu machen gehört zweifellos zu den Stärken der Theorie von Habermas. Insofern scheint die von Lohmann anvisierte „Geschichtsphilosophie“ über deren gängiges Paradigma hinauszudeuten.

Was aber ist nun aber, jenseits dieser Theoriekonstruktionsprobleme, zum eingangs erwähnten Verhältnis von Soziologie und Geschichtswissenschaft zu sagen? Im Kontrast zur These ihrer „wissenschaftlichen Einheit“ trennt Rudolf Stichweh Geschichtswissenschaft und Soziologie mit erstaunlicher Bestimmtheit. Und mit der Geschichtswissenschaft entledigt sich die Systemtheorie auch gleich ihrer innerfachlichen Konkurrentinnen: die Geschichtswissenschaft wird als „natürliche Verbündete“ der Handlungstheorie bezeichnet. Denn sie habe es mit den Motiven, Absichten und Taten historischer Agenten zu tun. Derlei bleibt in der Systemtheorie bekanntlich ungeklärt. Sie konzentriert sich auf die gegenüber dem subjektiven Sinn „emergenten“ Ebene der subjektlos sich selbst reproduzierenden Kommunikation. Ist diese rigide Ausmarchung der jeweiligen Zuständigkeitsbereiche plausibel? Für Friedhelm Guttandin scheint gerade jenes Verhältnis von subjektiver Handlungsintention und emergentem „sozialem System“ selbst das zentrale Thema der Soziologie zu sein (S. 258 ff.). Guttandin setzt bei „Paradoxien“ wie jenem der „unsichtbaren Hand“ ein, bei Begriffen sozialer Ordnung, welche diese „hinter dem Rücken“ der subjektiven Handlungsintentionen verorten. Nur wenn man den „subjektiv gemeinten Sinn“ nicht von vornherein aus der soziologischen Analyse ausscheidet, zeigt sich das Soziale in seiner bisweilen paradoxen Eigenart. Was nun das Problem der Rege-

lung der Zuständigkeiten von Geschichtswissenschaft und Soziologie anbelangt, erwähnt Guttandin einen pragmatischen Vorschlag: je nach dem, ob Macht sich primär in „Ereignissen“ äussert oder sich verregelt, institutionalisiert, zu Strukturen gerinnt, biete die Geschichtswissenschaft bzw. die Soziologie die bessere Beschreibung der gegebenen Verhältnisse (S. 282). Ob sich die Geschichtswissenschaft freilich mit diesem nach Weber „soziologisch amorphen“ Bereich der blossen „Machteffekte“ begnügen will, wäre dann freilich im interdisziplinären Dialog zu klären.

Hans Bernhard Schmid
New School for Social Research,
New York

R. Dulong, *Le témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1998, 237 p.

Ce n'est pas la première fois que la sociologie s'intéresse à la pratique du témoignage – Renaud Dulong évoque et discute le travail de Lévy-Bruhl sur la «preuve judiciaire». Mais c'est sans doute la première fois que cette pratique est soumise au type d'enquête anthropologique que cet ouvrage développe. Nul doute que celui-ci fera date dans l'analyse du phénomène.

Ce que tente Renaud Dulong c'est de rendre compte de la dynamique de l'acte de témoigner, de spécifier ses multiples conditions de possibilité et de restituer les différentes facettes de son opérativité sociale. L'argument de base est que le témoignage est une institution, et l'intérêt de l'ouvrage est à la fois d'étudier cette institution dans d'autres contextes que celui de l'activité judiciaire, et de spécifier ses traits constitutifs à l'aide des outils de

la pragmatique des actes de parole et des éclairages de la phénoménologie sociale. Partant de l'idée que le témoignage comporte une autodésignation du témoin, donc un énoncé performatif par lequel non seulement est instauré un lien étroit entre un événement et l'expérience sensible d'un sujet, mais est aussi contracté un engagement et revendiquée une responsabilité, Dulong traite cette autodésignation comme une variante de la promesse. Il s'appuie alors sur une analyse de cet acte de parole par G. H. Von Wright pour restituer le caractère performatif du témoignage.

Cependant une pragmatique linguistique du témoignage ne suffit pas pour décrire son principe dynamique; il convient aussi de rendre compte de la médiation du corps, qui, outre qu'il évalue affectivement les situations (ce que font les émotions par exemple), «présentifie» l'événement en servant de support matériel au récit attesté.

Cet élargissement de l'enquête bien au-delà de la thématisation judiciaire du phénomène se fait à la fois vers le bas – vers les contextes communicationnels ordinaires de la vie courante –, et vers le haut – vers l'espace public, où le témoignage prend une autre portée. Celui-ci fonctionne ainsi sur au moins deux registres différents : l'un est la fixation des faits; de ce point de vue, dit Dulong, le témoignage est un «dispositif de fixation des faits» et de validation d'énoncés sur des événements – le témoin apporte son concours à la détermination de ce qui s'est exactement passé et de la manière dont cela s'est passé, en rapportant ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu ou ce qu'il a éprouvé du fait qu'il a pu assister à l'occurrence de l'événement ou qu'il a eu une expérience directe de ses circonstances. Mais dès qu'on envisage son rôle dans l'espace public, il est plus que cela : celui qui a été témoin du passé, ou témoin de catastrophes historiques, participe, en témoignant, à un travail collectif de mémoire, qui est une composante de la réflexion sur elle-même

d'une société responsable de son devenir. De ce point de vue, le témoignage a une dimension éthique qui excède l'engagement du témoin à dire ce qu'il a vu et à maintenir sa version des faits. Pour établir cette dimension du phénomène, Dulong s'appuie, sur le plan conceptuel et théorique, sur les analyses d'H. Arendt, et sur le plan empirique, sur l'analyse de témoignages historiques sur la guerre 14-18, puis sur les camps nazis. Cet aspect du témoignage, soutient Dulong dans sa conclusion, pose problème à l'historiographie, qui, préoccupée par l'établissement et l'explication des faits objectifs, se méfie des témoignages, considérés comme trop subjectifs.

Dulong présente son travail comme une réhabilitation du témoignage, face à cette méfiance des historiens et face à la critique à laquelle l'a soumis la psychologie judiciaire. Mais cette réhabilitation ne vient peut-être pas à bout de toutes les réticences. On ne peut qu'être convaincu par l'analyse pragmatique qui rend compte du caractère institutionnel du témoignage ou par la manière dont celui-ci est réinscrit dans l'espace public politique, comme instance majeure de la réflexivité sociale. Par contre je me demande si Dulong n'a pas surestimé l'unité du phénomène – être témoin d'un fait banal et témoin d'un événement historique est-ce vraiment la même situation et la même institution ? –, et sous-estimé deux problèmes qui me paraissent importants. Le premier est que le témoin direct d'un événement n'a pas d'accès privilégié à l'identité et au sens de cet événement, car, souvent, celui-ci est indéterminé au moment où il se produit; son identité ne se révèle que dans l'après-coup; on ne peut donc pas, à proprement parler, assister «présentement» à un événement déterminé comme témoin; et rapporter ce qu'on a vu, entendu, éprouvé, y compris dans sa chair, c'est autre chose que décrire cet événement en train de se produire (c'est l'argument avancé par Koselleck pour relativiser l'importance du

témoignage pour l'historien). Le second problème est la très grande distance qu'il y a entre les deux horizons dans lesquels Dulong incrit indistinctement le témoignage : l'un est l'horizon empirique de la détermination et de l'explication de ce qui arrive dans le monde, détermination à laquelle peut contribuer le récit en première personne des choses vues, entendues, etc., par quelqu'un qui y a assisté; l'autre est l'horizon herméneutique de la compréhension des événements, via l'expérience qu'on en fait, c'est-à-dire via l'épreuve de leur traversée. Cette expérience implique, bien au-delà du fait qu'on assiste plus ou moins directement à l'occurrence des événements, la découverte des situations qu'ils révèlent, la confrontation aux perspectives et aux possibilités qu'ils ouvrent et qu'ils ferment, l'actualisation des tâches qu'ils créent pour un individu ou pour des collectifs, ou encore la compréhension autre de soi (individu ou collectif) qui émerge à la lumière de ce qui arrive. Une telle épreuve des événements par ceux qu'ils affectent est alors le lieu de la singularisation des uns et des autres. Dans ce second cas, le témoignage, qui est la tentative de communiquer l'expérience à travers laquelle l'événement et celui ou ceux à qui il est arrivé ont été individualisés, en vue d'une réflexion et d'une «bildung», n'a sans doute plus grand chose à voir avec la fixation des faits, même si le témoin doit veiller à ce qu'on ne profère pas de contre-vérités sur eux, comme Dulong y insiste à la suite de Arendt. Car l'individualisation de l'événement excède infiniment la détermination des faits intramondains qui le constituent à un certain niveau.

*Louis Quéré
Ecole des Hautes Etudes
en Sciences Sociales
Paris*

Anne Van Haecht, *L'école à l'épreuve de la sociologie. Questions à la sociologie de l'éducation*, Paris-Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2^e édition, 1998, 242 p.

L'ouvrage d'Anne Van Haecht retrace le développement de la sociologie de l'éducation en regard des paradigmes qui ont marqué l'histoire de la sociologie depuis les années 1950.

L'objectif de la sociologue, dévoilé dans son propos liminaire, est de soumettre une réflexion générale sur sa discipline, en observant comment dans un champ spécifique la vieille opposition «subjectivisme/objectivisme» a orienté la recherche.

Le point de départ de cette réflexion s'appuie sur la présentation du célèbre débat qui a opposé la pensée de Pierre Bourdieu à celle de Raymond Boudon et marqué, selon Van Haecht, «l'émergence de la sociologie *critique* de l'éducation» en France. Ces courants se sont développés autour du constat que partout en Europe l'institution scolaire reproduit les structures de classes de la société, et par là-même, les inégalités qu'elles engendrent. Cela, malgré les réformes guidées par un idéal démocratique dont l'objectif était de favoriser la scolarité des enfants de milieu populaire et donner à chacun la même chance d'accéder à des études supérieures.

Anne Van Haecht analyse d'abord l'explication de type «holistique» présentée par Bourdieu et Passeron dans *Les héritiers* (1964) et *La reproduction* (1970). Pour cela elle rappelle la définition des concepts (pouvoir de violence symbolique, action symbolique, habitus, etc.) sur lesquels se fonde une théorie qui montre comment la réussite scolaire et l'accès aux études supérieures sont en grande partie conditionnés par l'origine sociale des étudiants. Pour les auteurs, l'appareil scolaire sert «*les intérêts objectifs*» (p. 17) des classes dominantes en assurant la reproduction des rapports de forces qui consolident leur position. Une reproduc-

tion garantie par le pouvoir de la violence symbolique «*qui parvient à imposer des significations comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui les sous-tendent*» (p. 16).

En situant le paradigme holistique dans le débat qui oppose les tenants de l'objectivisme à ceux du subjectivisme, Anne Van Haecht rappelle qu'aux accusations de déterminisme portées à l'encontre de sa pensée, Bourdieu répond qu'il entend dépasser cette opposition en considérant la dialectique qui existe entre ces deux aspects de la réalité sociale. Néanmoins, elle remarque que pour le sociologue français, «*les points de vue subjectifs sont interprétés en les rapportant à la place occupée par les agents correspondants dans la structure sociale, ce qui distingue nettement, (...), le moment subjectiviste du regard ethno-méthodologique ou interactionniste*» (p. 19).

Raymond Boudon propose une approche différente. En 1973, en collaboration avec François Bourricaud, il publie *L'inégalité des chances*, où il applique un modèle théorique fondé sur le paradigme de l'individualisme méthodologique pour expliquer l'inégalité des chances face à l'école, et son incidence sur la mobilité sociale. Du fait de la part inexpliquée du phénomène par les variables lourdes des modèles macro-sociologiques, Boudon propose une approche micro-sociologique. «*En postulant l'intériorisation par les individus des statistiques liées aux inégalités scolaires*» (p. 42) il soutient que ces inégalités résultent du choix que font les acteurs de poursuivre leurs études ou pas. Un choix raisonnable, motivé par la volonté d'optimiser la combinaison «coût-risque-bénéfice».

Ce modèle, qui réfute toute idée d'un déterminisme social échappant à la conscience des acteurs, a également suscité de nombreuses critiques. Anne Van Haecht présente celles qui se sont concentrées sur l'acceptation de la notion de *sens*, dans un modèle explicatif qui privilégie l'action

rationnelle. Elle oppose cette perspective à celle des constructivistes qui, comme Claude Javeau, se sont inspirés des courants de pensée phénoménologiques et appréhendent le sens dans sa totalité. Cela implique que l'on considère notamment *le sens subjectif* visé par les acteurs et écarté par la perspective de Boudon.

Pour conclure ce premier chapitre, Anne Van Haecht fait «le bilan d'une décennie» de sociologie *critique* de l'éducation. Dix années durant lesquelles l'approche culturelle du phénomène de la réussite scolaire s'est progressivement imposée en prenant deux directions.

La première, suivie entre autres par les chercheurs classiques américains, visait à comprendre quelle est l'influence de «l'orientation culturelle» (valeurs culturelles de classes, climat familial, etc.) sur le parcours scolaire. La seconde s'interrogeait sur le rôle joué par le «capital culturel» des individus dans le système scolaire. Un détour par l'Angleterre nous rappelle notamment comment Basil Bernstein a étudié la relation entre les aptitudes scolaires et les formes de langage en pratique dans les familles. Pour le sociologue anglais, la structure de ces différentes formes de langage est à l'origine du sens que l'on donne aux structures sociales et détermine ainsi notre position par rapport à elles.

Bernstein est également l'un des tenants de «la nouvelle sociologie anglaise» ou «sociologie du curriculum», qui en marge du débat «objectivisme»/«subjectivisme» proposait d'aller à l'intérieur des écoles pour tenter de comprendre «*les fondements et les enjeux sociaux de l'organisation, de la hiérarchisation et de la légitimation des savoirs scolaires*» (p. 71) à une époque où l'on faisait les premières expériences de décroisement dans les écoles rénovées d'Europe.

Dès le début des années quatre-vingt, la sociologie tente de se délivrer de l'opposition qui a orienté les recherches des années soixante et septante. Pour

progresser dans l'étude de la réalité sociale, elle intègre de nouveaux concepts. Le constructivisme s'impose alors en France, quelques années après la sortie de *La construction sociale de la réalité* de Berger et Luckmann dans les pays anglo-saxons. Anne Van Haecht consacre la deuxième partie de son livre à exposer et analyser ce point de vue théorique en présentant ses origines, ses critiques et ses influences.

Pour les théoriciens constructivistes, si les perspectives subjectiviste et objectiviste ne sont pas contradictoires, c'est qu'il existe une dialectique entre la réalité sociale et la réalité individuelle. Berger et Luckmann distinguent trois moments : *l'extériorisation*, ou projection physique et mentale de l'individu vers le monde, *l'objectivation* du monde par l'individu et *l'intériorisation* de la réalité objective. Ce dernier moment, décrit comme «*la réabsorption du monde objectif à l'intérieur de la conscience, de manière à ce que les structures de ce monde objectivé en viennent à déterminer les structures subjectives de celles-ci*» (p. 95) amène un regard nouveau sur le procès de socialisation, et redonne ainsi à l'acteur un rôle qui avait été déconsidéré durant les années dominées par le paradigme holistique.

Néanmoins, selon Van Haecht, le constructivisme – influencé par l'ethnométhodologie et l'interactionnisme symbolique – ne permet pas une approche macro-sociale de la relation individu/société. Il n'offre pas les outils nécessaires à la compréhension des phénomènes sociaux du point de vue de leur «historicité».

Elle argumente son propos en présentant une réflexion sur la «socialisation éclatée» observée dans nos sociétés. Une socialisation éclatée, qui résulterait de la contradiction entre les différents modèles de socialisation qui existent au sein des institutions d'une part, et entre les diverses institutions d'autre part. Son analyse se construit autour des concepts de «légitimation», développé par Berger et

Luckmann, et de «légitimité» défini comme «un donné figurant dans les systèmes de représentations explicitement diffusés par les institutions» (p. 102). En introduisant un éclairage macro-sociologique sur les procès de socialisation, il est ainsi possible de proposer une analyse qui tienne compte de l'historicité d'un phénomène observé.

Dans cette voie, Anthony Giddens avec sa complexe théorie de la structuration a apporté un éclairage brillant à la sociologie, en proposant une analyse sur la relation des individus aux structures sociales qui intègre la perspective macro-sociologique. C'est par une synthèse de cette théorie générale «parfois hermétique», selon les propos de la sociologue, qu'Anne Van Haecht conclut le deuxième chapitre, avant d'observer dans la troisième et dernière partie comment les changements qui ont marqué la sociologie générale depuis vingt ans orientent aujourd'hui la sociologie de l'éducation.

Dans la mouvance des années quatre-vingt, les sociologues de l'éducation vont également tenter de concilier les paradigmes déterministe et actionnaliste en développant une réflexion autour des procès de socialisation. Influencés par la sociologie des organisations, ils s'éloignent du paradigme fonctionnaliste, qui définissait la socialisation comme «l'organisation institutionnalisée de l'assimilation des enfants à la société globale, à la famille et aux groupes auxquels ils appartiennent ou doivent appartenir à l'âge adulte» (p. 121) pour s'intéresser de plus près aux pratiques des acteurs et aux stratégies éducatives. Ainsi vont se développer les recherches au sein des classes et des établissements scolaires, afin «de dégager à l'aide d'analyses qualitatives, d'observations participantes, les mécanismes de production de l'inégalité» (p. 137). C'est à Derouet que revient en France l'initiative de cette démarche, lorsqu'il tente d'analyser les situations scolaires à l'aide des trois logiques –

civique, domestique et industrielle – qui sous-tendent les rapports sociaux à tous les niveaux du système scolaire et qui sont à l'origine de ses contradictions et de son instabilité. Ce type de démarche conduira notamment des chercheurs comme Dubet, Cousin et Guillemet, à s'interroger sur la corrélation qui peut exister entre un type d'organisation – ou «climat d'établissement» – et les performances scolaires des élèves.

A la fin des années quatre-vingt, alors qu'en France les premières expériences des Zones Educatives Prioritaires sont menées dans les quartiers difficiles, la sociologie de l'éducation élargit son champ d'investigation pour s'intéresser à l'ensemble des éléments qui interviennent dans l'éducation des enfants. De ce fait, que ce soit en faisant appel aux concepts développés par la sociologie de la famille ou du travail, ou en intégrant à ses analyses les questions de politiques locales qui touchent les enfants, elle s'oriente progressivement vers une pluralité de perspectives de recherche.

Parmi elles, mentionnons un courant qui s'intéresse à l'expérience des enfants, non plus en tant «qu'objet des actions pédagogiques» des institutions scolaires et familiales, mais comme sujet de leur propre socialisation. En Suisse, Cléopâtre Montandon explore ce nouveau champ de recherche en publiant en 1997 *L'éducation du point de vue des enfants*. Dans cet ouvrage, la sociologue propose de «s'attaquer au problème sociologique que constitue la construction des objets enfants et enfance» (p. 186), en analysant le processus de socialisation à travers les «représentations», les «émotions» et les «actions» des enfants en regard de l'éducation qu'ils reçoivent à l'école et dans leur famille.

Au terme de son ouvrage, Anne Van Haecht choisit de présenter les derniers travaux de Bourdieu (*La misère du monde*), Dubet (*Sociologie de l'expérience*) et Derouet (*L'école dans plusieurs mondes*).

Ainsi, à la lecture d'un livre qui se présente avant tout comme un manuel de sociologie de l'éducation «non-exhaustif», nourri des influences «interactionnistes» de son auteur, nous mesurons le chemin parcouru par la sociologie en quarante années de recherches. Quarante années durant lesquelles l'école a été au centre des réflexions sur une société qui se transforme, se complexifie et se diversifie. Un changement continu qui amène de nouvelles interrogations qu'un seul modèle d'analyse ne parvient pas à satisfaire. Si la sociologie, que l'on a parfois dite «en crise», a perdu l'illusion d'un grand paradigme qui permettrait de rendre compte du fonctionnement des phénomènes sociaux, elle s'est enrichie de la diversité des points de vue et des méthodes, qui s'ils sont moins ambitieux permettent néanmoins une meilleure approche de cette complexité.

Denise Morin
Faculté de psychologie et des sciences
de l'éducation
Université de Genève

Thomas Bahle, *Familienpolitik in Westeuropa. Ursprünge und Wandel im internationalen Vergleich.*, Campus, Frankfurt a. M. und New York, 1995, 175 Seiten, Fr. 64.—

Jürgen Dorbritz, Beat Fux (Hrsg.), *Einstellungen zur Familienpolitik in Europa. Ergebnisse eines vergleichenden Surveys in den Ländern des European Comparative Survey on Population Policy Acceptance (PPA).*, Boldt, München, 1997, 320 Seiten; Fr. 58.—

Beat Fux, Andi Bösch, Priska Gisler, Doris Baumgartner, *Bevölkerung – und eine Prise Politik. Die schweizerische Migrations-, Familien- und Alterspolitik im Fadenkreuz von Ein-*

stellungen und Bewertungen., Seismo Verlag, Zürich, 1997, 336 Seiten, Fr. 43.—

Anne Hélène Gauthier, *The state and the family. A comparative analysis of family policies in industrialized countries*, Clarendon Press, Oxford, 1996, 232 Seiten, Fr. 39.80

Vergleichende Studien, die sich mit Familienpolitik befassen, stellen am Buchmarkt immer noch eine Rarität dar. Meist handelt es sich bei sogenannten komparativen Studien um Länderberichte, die von einem vergleichenden Einleitungs- und Schlusskapitel eingerahmt werden. Dies gilt nicht für die hier vorgestellten Bücher: Die Bücher von Thomas Bahle und Anne Hélène Gauthier stehen dabei in der Tradition historisch-vergleichender Studien über sozialpolitische Massnahmen. Das Buch des Forschungsteams um Jürgen Dorbritz und Beat Fux hat hingegen zum Ziel, die anfangs der 90er Jahre im Rahmen des Population Policy Acceptance Surveys (PPA) erhobenen Einstellungen und Meinungen zu bevölkerungs- und familienpolitischen Themenstellungen ländervergleichend zu untersuchen. An dieser Stelle wird auch noch die für den Schweizer Leser interessante, von Beat Fux, Andi Bösch, Priska Gisler und Doris Baumgartner herausgegebene Forschungsarbeit besprochen, welche zwar nur in einem Kapitel komparativ angelegt ist, aber die Schweizer Daten aus dem PPA-Projekt vertiefend auswertet.

Die 1995 im Campus-Verlag erschienene Mannheimer Doktorarbeit von Thomas Bahle untersucht historisch-vergleichend die Entwicklung von westeuropäischer Familienpolitik zwischen 1930 und 1990, wobei der Schwerpunkt der Analyse auf dem Vereinigten Königreich, Schweden, Frankreich und Deutschland liegt. Das erste Kapitel ist der Bestimmung des Verhältnisses von Staat und Familie gewidmet. Bahle geht davon aus, dass „nicht

der Wohlfahrtsstaat, sondern die Institution der Familie (...) der Ausgangspunkt einer familiensoziologisch begründeten Begriffsbestimmung von Familienpolitik“ (S. 18) ist. Entsprechend dieser Grundannahme steht im zweiten Kapitel der Arbeit die Institution der Familie in Westeuropa im Zentrum. Dabei haben Ehe und Familie in den westeuropäischen Gesellschaften in unterschiedlichem Masse an Bedeutung verloren. Die Variationen können, so Bahles Argumentation, nicht allein durch sozio-ökonomische Faktoren erklärt werden, sondern müssen um institutionelle und kulturelle Erklärungsfaktoren ergänzt werden. Aufbauend auf diesen Annahmen werden in Kapitel III Unterschiede im Familienrecht und der Familienpolitik in Westeuropa herausgearbeitet und im Kontext der unterschiedlichen makrosoziologischen Faktoren erklärt. Dabei verzichtet der Autor an dieser Stelle bedauerlicherweise auf eine systematische Aufarbeitung der strukturellen Unterschiede in der Familienrechtsentwicklung in den Ländern seines Samples. Die dargelegten Variationen im Staat-Kirche-Verhältnis in den einzelnen Ländern, welche als „Wurzeln für unterschiedliche Entwicklungen im Ehe- und Familienrecht“ (S. 47) angesehen werden, bleiben für den nicht detailliert mit europäischem Familienrecht vertrauten Leser an dieser Stelle vage und werden erst 50 Seiten später, nach der Lektüre von Kapitel IV.3 nachvollziehbar.

Den eigentlichen Kern der Arbeit bilden die Kapitel IV, V und VI, in denen der Autor eine beeindruckende Fülle von Daten zur historischen Entwicklung von familienpolitischen Massnahmen zusammengetragen und analysiert hat. Dabei wird zunächst in Kapitel IV die Periode bis zu den 1950er Jahren beleuchtet. In einem ersten Unterkapitel wird die Entwicklung von Familienlohn, Familienzuschlägen und Besteuerung vergleichend dargestellt. Dabei werden Frankreich und Belgien als die Pionierländer für die Ent-

wicklung des Familienlohns ausgemacht. In diesen beiden Ländern habe sich diese Massnahme aus privatwirtschaftlicher Initiative am kontinuierlichsten entwickelt. Zur Erklärung dieser Besonderheit wird erneut auf die Bedeutung des Staat-Kirche Konflikts verwiesen: „*Der Familienlohn in der Privatwirtschaft gedieh am besten in einer Konstellation, in der Staat und Kirche um die Legitimation der sozialen Ordnung und um die Loyalität der Menschen in einer sich modernisierenden Gesellschaft wetteiferte*“ (S. 56). Dieses Argument scheint erstaunlich für Frankreich, hat doch der Autor im vorangegangenen Kapitel zum Familienrecht bezüglich Frankreich folgendermassen argumentiert: „*In einigen katholischen Ländern stand die Kirche einer starken absolutistischen Monarchie gegenüber, zum Beispiel in Frankreich oder Österreich. Dort konnte sich der Staat früher gegen die Kirche durchsetzen als in den katholischen Ländern mit einer späteren oder schwächeren Entwicklung des Zentralstaats, wie in Italien, Belgien oder Irland, wo traditionelle Auffassungen von Ehe und Familie länger überlebten*“ (S. 47). Derartige Schwächen in der Erklärung von Variationen zwischen Ländern, die beim Leser manchmal den Eindruck der Beliebigkeit des argumentativen Einsatzes von Makrovariablen entstehen lassen, werden jedoch wettgemacht durch die beeindruckende Sammlung von Daten über einzelne familienpolitische Massnahmen. So erhält der Leser eine Fülle von Informationen sowohl hinsichtlich der Entstehung, des Umfangs von Leistungen und der Empfängerkreise als auch über die Organisationsprinzipien, Finanzierungsmodi und die Administration einzelner Massnahmen. Vergleichende synoptische Übersichten machen die Dissertation auch zu einem geeigneten Nachschlagewerk zur Familienpolitik.

In zwei weiteren Unterkapiteln werden die Verbindung von Familien- und Bevölkerungspolitik (IV.2) sowie das

Familienrecht zwischen Kirche und Staat (IV.3) thematisiert. Der Autor untersucht hier Mutterschaftsleistungen, Geburten- und Heiratsprämien, Ehestandsdarlehen und Sozialhilfe und zeigt dabei ihre familien- bzw. bevölkerungspolitische Komponente auf. Das Kapitel gibt einen guten Überblick über die Variationen der Entstehung von einzelnen Massnahmen in den verschiedenen westeuropäischen Gesellschaften. Das abschliessende Unterkapitel über das Familienrecht reicht wichtige Informationen nach, welche im dritten Kapitel zum Verständnis der Variationen im Familienrecht gefehlt haben. Der Autor arbeitet hier einleuchtend heraus, dass die Familie, historisch betrachtet, in den katholischen Ländern „*stärker ein Bestandteil der Sozial- und Rechtsordnung (war), während in den protestantischen Ländern der Staat stärker auf das Individuum gerichtet war*“ (S. 114).

Das fünfte und sechste Kapitel beschäftigen sich mit den Entwicklungen seit den 50er Jahren. Wie schon im vorangegangenen Kapitel werden auch hier detailliert Informationen über die Weiterentwicklung einzelner familienpolitischer Massnahmen gegeben und die Länder in ihren Leistungen vergleichend gegenübergestellt. Dabei beeindruckt, wie schon im vorangegangenen Kapitel, die Fülle an gesammelten Daten und deren vergleichende Aufbereitung in Tabellen und Übersichten. Thomas Bahle zeigt deutlich auf, dass die gleichen familienpolitischen Massnahmen, die im vorangegangenen Kapitel in ihrer Entstehung nachgezeichnet wurden, nach dem II. Weltkrieg zu Instrumenten für eine neue Politikgestaltung genutzt wurden. Er beschreibt, dass familienpolitische Massnahmen, welche auf die Vereinbarkeit von Familie und Beruf ausgerichtet sind, erst in der Nachkriegszeit zum Kernpunkt der Familienpolitik wurden. Vorreiter auf diesem Gebiet sind dabei nicht mehr die kontinentalen Staaten Belgien und Frankreich, sondern Dänemark und Schweden, die sich durch eine

aktive Gesellschaftspolitik auszeichnen. Die skandinavischen und angelsächsischen Staaten waren zudem auch Pioniere in der Liberalisierung von Scheidungs- und Ehe-recht.

Das letzte und kürzeste Kapitel der Arbeit ist der Zukunftsperspektive einer europäischen Familienpolitik gewidmet. Die in diesem Buch beschriebene Vielfalt der Familienpolitik in den westeuropäischen Gesellschaften lässt den Autor an der baldigen Entwicklung einer gemeinsamen europäischen Familienpolitik zweifeln.

Zusammengefasst kann festgestellt werden, dass die Stärken des Buches in der in dieser Weise einzigartigen Sammlung und Präsentation von historischen Daten zur Entwicklung von Familienpolitik liegt. Das Werk eignet sich durch die komparativen Übersichten als Nachschlagewerk, wenngleich hier ein Sachindex noch etwas hilfreicher gewesen wäre. Es ist aber gleichzeitig eine gute Einführung in die historisch-vergleichende Familienpolitikforschung, die gleichermassen bei generell an Familienpolitik interessierten Personen als auch bei Experten im Bücherregal nicht fehlen sollte.

Familienpolitische Trends über die Zeit zu erarbeiten und Variationen zwischen Ländern zu analysieren, ist auch das Ziel der ein Jahr nach der Arbeit von Thomas Bahle bei Oxford University Press erschienen Forschungsarbeit von Anne Hélène Gauthier. Sie unternimmt den ambitionierten Versuch, 22 Staaten auf 232 Seiten über mehr als hundert Jahre vergleichend zu untersuchen. Dass es sich hierbei um keinen systematischen Vergleich aller Länder handeln kann, versteht sich von selbst. Zwei zentrale Forschungsfragen leiten dabei ihre Analyse: 1. Wie hat sich Familienpolitik über die Zeit entwickelt und was waren die zentralen Wendepunkte und Trends? 2. Wie haben diese Trends zwischen den einzelnen Länder variiert und welche Modelle von Familienpolitik haben sich entwickelt? Entspre-

chend diesen Forschungsfragen wird die Entstehung und Entwicklung von Familienpolitik historisch-chronologisch in verschiedenen Phasen ländervergleichend analysiert, mit dem Ziel der Entwicklung einer Typologie von Familienpolitikmodellen. Ausgehend von einem sehr weiten Familienpolitikbegriff, der alle Massnahmen umfasst, die sich auf die Familie mit abhängigen Kindern beziehen, beschränkt sie sich auf vier Massnahmensektoren: 1. Geldleistungen, und hier im engeren Sinne auf Kindergeldzahlungen; 2. Mutterschaftsleistungen, und hier im engeren Sinne auf Mutterschaftsurlaub; 3. Gesetzgebung zu Abtreibung und Verhütung sowie 4. Kinderbetreuungseinrichtungen, wobei die ersten drei Massnahmen deutlich im Vordergrund stehen. Dabei stützt sich Anne Hélène Gauthier im wesentlichen auf Sekundäranalysen und diverse Publikationen der ILO und OECD.

Gauthier geht in ihrer Untersuchung von einem Zusammenspiel (*interplay*, S. 8) zwischen demographischem Wandel und der Entwicklung der Familienpolitik aus, welches auf zwei Ebenen zu beobachten sei: Auf der Makroebene, so behauptet sie, würde der demographische Wandel Druck auf die Wohlfahrtsstaaten ausüben. Auf der Mikroebene würden Familien, die den Wandelprozessen unterliegen, den Staat zur Hilfe rufen. Das hier zugrundegelegte Politikverständnis, welches davon ausgeht, dass Politik auf Problemdruck reagieren muss, und dass Betroffene ihren Protest artikulieren, kann dabei durchaus hinterfragt werden. Gerade das hier noch später zu besprechende von Jürgen Dorbritz und Beat Fux herausgegebene Buch zeigt deutlich, dass von dort Befragten eine demographische Wirkung von Familien- bzw. Bevölkerungspolitik bezweifelt wird, was natürlich auch die politische Notwendigkeit von pronatalistischer Bevölkerungspolitik in Frage stellt. Auch zeigt sich empirisch, dass sich nur in wenigen Ländern betroffene Familien zu wirkungsvollen pressure groups in Form von Familien-

verbänden zusammenschliessen, um ihren Protest zu artikulieren. Gauthiers Versuch, diese Problematik zu umgehen, indem sie politische Tradition als erklärenden Faktor für staatliches Handeln bzw. Nicht-Handeln heranzieht und Berichte und Stellungnahmen existierender Verbände, internationaler Organisationen und staatlicher Kommissionen als Push-Faktor für die Entstehung und Entwicklung von Familienpolitik deutet, löst dieses Problem nur bedingt.

Dem oben skizzierten Politikverständnis folgend teilt Anne Hélène Gauthier Familienpolitik zunächst in drei Phasen ein. Die erste Phase, die sich bis 1945 erstreckt, wird in den Kapiteln 2 und 3 besprochen. Ausgehend von den demographischen Trends im 19. Jahrhundert arbeitet sie heraus, dass vor den 1920er–1930er Jahren mit Ausnahme Frankreichs bevölkerungs- und familienpolitische Themen geringes Interesse fanden. Die Reaktionen der einzelnen Staaten seit diesem Zeitpunkt waren jedoch unterschiedlich, was Gauthier einerseits mit unterschiedlichen Regierungsinitiativen, und andererseits mit der heterogenen Reaktion der länderspezifischen Familienverbände erklärt. Übersichtstabellen, welche Gesetzesinitiativen, Gesetzgebungen und das Entstehen von Verbänden in den einzelnen Staaten zusammenfassen, ermöglichen einen schnellen Überblick. Erst vor dem Zweiten Weltkrieg haben, so Gauthier, die staatlichen Interventionen in das Familienleben stärker zugenommen und damit Fürsorgemassnahmen, welche zuvor von informellen Gruppen erbracht worden waren, übernommen. Vergleichende Übersichten über die Einführung von Unterstützungsprogrammen für Mutter und Kind und Mutterschaftsgesetzgebungen geben einen guten Einblick in diese neuen Entwicklungen. Als Motiv für die verstärkten Staatsinterventionen macht sie einerseits die Sorge um Gesundheit und Wohlbefinden von Müttern und Kindern, und andererseits die Sorge um die Bevölke-

rungsentwicklung aus. Spätestens hier ist es für den Leser fragwürdig, ob man es denn hier wirklich mit einer einzigen Phase zu tun hat, da hier einerseits geringe und andererseits starke Tendenzen zur Staatsintervention vorherrschten. Dieses Defizit erkennt Gauthier selbst im zusammenfassenden Kapitel 11 (S. 192ff), wenn sie ihre Drei-Phasenteilung zugunsten eines Fünfphasenkonzeptes revidiert. Es bleibt allerdings unverständlich, warum Anne Hélène Gauthier, dieses Defizit erkennend, den Aufbau des Buches nicht an ihre Forschungsergebnisse angepasst hat. Dem Leser bleiben aufgrund dieser Vorgehensweise bis zur Zusammenfassung Zweifel an ihrer Argumentation.

Entsprechend der vorab geschilderten Dreiphasenteilung wird die 2. Phase von 1945–1975 in den Kapiteln 4 bis 7 besprochen. Das vierte Kapitel befasst sich mit dem nach dem Zweiten Weltkrieg im „goldenen Zeitalter des Wohlfahrtsstaats“ entstandenen Universalitätsprinzip. Gauthier argumentiert hier, nach einer ausführlichen Darstellung von internationalen Initiativen durch die UNO und die ILO, dass diese Rückwirkungen auf die nationalen Politiken gehabt hätten. Ungeklärt bleibt, warum sich dennoch weiterhin grosse Unterschiede zwischen einzelnen Staaten ihres Samples zeigen, so z. B. warum Japan, die Schweiz und die USA bei den Kindergeldzahlungen nicht dem universalistischen Prinzip gefolgt sind? In den Kapiteln 5 und 6 widmet sich das Buch der Wiederentdeckung der Armutsproblematik und der Frauenthematik und der damit verbundenen Diskussion um die Geschlechterfrage seit den 60er Jahren. Auch dieses Kapitel ist durch ländervergleichende Übersichten über Gesetzesinitiativen und Gesetzgebungen gut überschaubar. Die hier gut herausgearbeiteten thematischen Einschnitte machen deutlich, dass wir es hier mit einer neuen Phase von Familienpolitik zu tun haben. Entsprechend revidiert auch Gauthier diese Einteilung in der Konklusion und bestimmt

die Periode 1960 bis 1974 als eine vierte Phase.

Keine weiteren Unterteilung nimmt Anne Hélène Gauthier an der letzten Periodisierung vor, welche in den Kapiteln 7 bis 10 thematisiert wird. So argumentiert sie, dass ab 1975 Familienpolitik in allen Ländern auf der politischen Agenda zu finden ist, ausgelöst von der in allen Ländern zu beobachtenden Überalterung der Gesellschaft infolge von Geburtenrückgängen. Diese demographische Situation hat in den einzelnen Staaten ihres Samples unterschiedliche Reaktionen in Form von Regierungsinitiativen und Gesetzgebungen im Bereich einzelner familienpolitischer Massnahmen hervorgerufen, die wiederum in guten Übersichtstabellen dokumentiert werden.

Das oben bereits erwähnte zusammenfassende Kapitel 11 bündelt nochmals alle in den vorangegangenen Kapiteln gewonnenen Erkenntnisse. Nach einer Revision der Periodisierung erklärt sie Variationen zwischen den Ländern durch die Einstellungen der Regierungen zur Bevölkerungs- und Familienpolitik, die Politiktraditionen und die Variationen in der Existenz von nichtstaatlichen Akteuren. Aus der Annahme, dass sich die länderspezifischen Traditionen unterscheiden, versucht Gauthier eine Typologie der Familienpolitik zu entwickeln, indem sie die handlungsleitenden Prinzipien wie Pronatalismus, Traditionalismus, Egalitarismus und Nichtinterventionismus zu Typen umfunktioniert, denen politische Bereiche zugeordnet werden können (Tab 11.2). Sie ist sich dabei im klaren, dass diesen Idealmodellen nur wenige Länder eindeutig zuzuordnen sind. Wenngleich es durchaus Streitbar ist, ob diese Typologie, die einerseits mit diffusen Begriffen wie Traditionalismus arbeitet und andererseits höchst fragwürdig, beispielsweise in pronatalistischen Ländern den Politikbereich Abtreibung mit dem Label „liberal“ versieht, gut operationalisierbar ist, so hat sie doch mit diesem Vorgehen den Versuch unternommen,

eine Typologie zu entwickeln, die, im Gegensatz zum Esping-Andersenschen mainstream, frei von politischen Labels ist. Dennoch bleibt der Eindruck, dass der Traditionalismus, Egalitarismus und Nichtintervention in einer gewissen Nähe zu Esping-Andersens konservativem, sozialdemokratischem und liberalem Wohlfahrtsstaatsmodell stehen, bestehen.

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass trotz der vorab geschilderten Schwächen (Probleme in der Gliederung, problematischer Politikbegriff), das Buch grosse Vorzüge bietet: Durch die schon oben geschilderten vielseitigen vergleichenden Übersichten eignet sich das Buch sehr gut sowohl als Einführung in die vergleichende Familienpolitikforschung als auch als Nachschlagewerk für Kenner der Materie. Ein gutes Personen- und Sachregister unterstützt diesen Charakter des Buches zudem. Des weiteren wird der Blick in diesem Buch auf Akteure wie nationale Kommissionen und internationale Organisationen gelenkt, welche in der bisherigen Forschung stark vernachlässigt wurden. Es handelt sich damit um ein Buch, das jedem an Familienpolitik Interessierten wärmstens empfohlen sei.

Familienpolitik von einer ganz anderen Perspektive als von familienpolitischen Massnahmen und den Zielen familienpolitischer Akteure zu beleuchten ist das Ziel der von Jürgen Dorbritz und Beat Fux herausgegebenen Studie. Im Zentrum stehen die Einstellungen und Werte von Befragten in neun europäischen Staaten zu familien- und bevölkerungspolitischen Massnahmen und deren Auswirkungen auf die Gesellschaft und das eigene Handeln. Die Studie basiert auf einem Anfang der 1990er Jahre in Belgien (genauer Flandern), Italien, Deutschland (West und Ost), den Niederlanden, Österreich, der Schweiz, Spanien, der ehemaligen Tschechoslowakei und Ungarn erhobenen Survey PPA (Population Policy Acceptance), in welchem Männer und Frauen in der Altersgruppe 20–39 Jahre befragt wurden.

Der hier vorgelegte Forschungsbericht ist auf die Themen Ehe, Familie und Kinder und damit auf die familienpolitische Dimension fokussiert. Der Survey enthält darüber hinaus noch andere bevölkerungspolitisch relevante Sachverhalte (insbesondere die Bewertung der Ausländer-, Flüchtlingspolitik und Alterspolitik), die in diesem Band jedoch nicht vorgestellt sind. Eine breite Darstellung dieser Themen aus Schweizer Perspektive findet sich jedoch im Band *Bevölkerung – und eine Prise Politik*, (Fux, Bösch, Gisler und Baumgartner), auf den wir später zurückkommen werden. Nach einer kurzen Vorstellung des Surveys und der Erhebungsmethode untersucht das dritte, von Jürgen Dorbritz geschriebene Kapitel demographische Trends in den PPA-Ländern mit dem Ziel, „Hintergrundinformationen zu den Survey-Ergebnissen“ (S. 15) zu bieten. Das gleiche Ziel leitet Kapitel 4 und 5, in welchen der Wandel in den Familie- und Lebensformen in den PPA-Ländern und Unterschiede in den Familienpolitiken skizziert werden. Die Autoren gehen dabei von der Annahme aus, dass Bewertungen von familienpolitischen Massnahmen und Erwartungen an die zukünftige Politik 1. vom gegebenen Massnahmensystem, 2. von der demographischen Situation und 3. vom jeweiligen Muster der Vereinbarkeit von Familie und Beruf beeinflusst werden. Aus den in diesen Kapitel gewonnenen Ergebnissen wurden Ländercluster entwickelt, wobei dem Leser der Sinn dieses Vorgehens an dieser Stelle noch nicht ganz klar wird. Bereits an dieser Stelle zeigte es sich, dass es am Ende der Einleitung nützlich gewesen wäre, den Aufbau des Buches kurz zu skizzieren, um so dem Leser zu ermöglichen, den Gang der Argumentation leichter nachzuvollziehen und die Fülle an Informationen, welche in den ersten 42 Seiten (Kapitel 1–5) gegeben werden, zu sortieren. Die jedem Kapitel vorangestellte Zielsetzung des jeweiligen Kapitel können eine kurze Zusammenfassung des

Buchaufbaus nicht ersetzen. Abhilfe kann an dieser Stelle ein Blick in die übrigens ausgezeichnet gelungene Zusammenfassung von Dorbritz, Fux, Hartmann, Kiel und Nebenführ schaffen, auf die später noch detailliert eingegangen wird.

Die eigentliche Analyse des PPA-Surveys beginnt mit Kapitel 6, welches von Beat Fux unter Mitarbeit von Isabel Bartal und Jürgen Dorbritz verfasst wurde. Ausgehend von Fishbein/Ajzen-Ansatz werden in diesem Kapitel Einstellungen und Werte differenziert nach Lebenslagen und Haushaltsformen untersucht. Da davon ausgegangen wird, dass von der Bedeutung der Vereinbarkeit von Familie und Beruf besonders jüngere Frauen betroffen sind, steht diese Gruppe im Zentrum der Analyse. Konkret wurden Einstellung und Werte zur Toleranz gegenüber neuen Lebensformen, Familialismus, Kinderwerten, intergenerationeller Solidarität, Religiosität, familienbezogenen Werten und erwerbs- bzw. karrierebezogenen Wertvorstellungen analysiert. Die Ergebnisse des Kapitels zeigen, dass Einstellungen und Werte gut mit Haushalts- und personenbezogenen Merkmalen korrespondieren. Etwas unerwartet wird im Unterkapitel 6.2.1. für den Ländervergleich dabei an die von Beat Fux, einem der beiden Herausgeber, in einer anderen Analyse des PPA-Datensatzes entwickelte Modellvorstellung angeknüpft. Fux hat in dieser Studie herausgearbeitet, „dass je nachdem, ob der Staat, die Familie oder das Individuum im Brennpunkt des kollektiven Denkens steht, sich drei fundamentale Denkstile voneinander abgrenzen lassen. Es sind dies die Denkstile des Etatismus, des Familialismus und des Individualismus“ (S. 51). Diesen Denkstilen werden im folgenden die verschiedenen PPA-Länder zugeordnet. Der Leser steht an dieser Stelle vor der Frage, in welchem Zusammenhang diese Einordnung zu den in den vorangegangenen Kapiteln gewonnenen Länderclustern steht. Da diese Ländergruppierung, wie die Autoren sehr prä-

nant in der Zusammenfassung darlegen, die Funktion hat, „über einen Vergleich zwischen dieser Länderzuordnung und den anhand der PPA-Ergebnisse gebildeten Variablen, den Erklärungsgehalt der makrostrukturellen Besonderheiten zu bestimmen“ (S. 232), stellt sich die Frage, ob die Besprechung eines so wichtigen Gegenstandes des Buches in einem Unterkapitel versteckt, gut plazierte wurde?

Am Ende dieses Kapitels steht ein Exkurs, in dem die Situation in Ost- und Westdeutschland näher beleuchtet wird. In ihm wird gezeigt, dass in den neuen Ländern die Familien- und Kinderorientierung bedeutend wichtiger ist als in den alten Bundesländern, in welchen die Vereinbarkeit von Familie und Beruf im Vordergrund steht. Die Ergebnisse werden mit den Unterschieden in der Familienpolitik der früheren Bundesrepublik und der DDR konfrontiert. Diese Auswertung war nur aufgrund der systematischen Verknüpfung der PPA-Daten mit den Daten aus dem „Family und Fertility Survey“ (FFS) möglich, welche ausschliesslich für das deutsche Sample zusammen erhoben worden waren.

Die Beurteilung der gegenwärtigen Familienpolitik durch die Befragten steht im Zentrum des 7. Kapitels des von Dorbritz und Fux herausgegebenen Buches, welches von Kerstin Hartmann geschrieben wurde. In einem ersten Schritt wird dabei die Beurteilung der Effekte der gegenwärtigen Familienpolitik mittels einer Faktorenanalyse untersucht. Dabei zeigte sich das wichtige Ergebnis, dass der Familienpolitik generell eine niedrige Akzeptanz zugeschrieben wird. Eine Aufspaltung in gesellschaftspolitische und bevölkerungspolitische Effekte zeigt, dass in allen Ländern Familienpolitik nicht als Steuerungsinstrument für demographisches Verhalten bewertet wird. In fünf von acht PPA-Ländern (Ungarn konnte aus methodischen Gründen nicht in die Untersuchung einbezogen werden) wurde der Familienpolitik keine nennenswerten Ein-

flüsse auf die gesellschaftspolitische Gestaltung zugeschrieben. Nicht überzeugend gelungen ist der Versuch von Kerstin Hartmann, diese Unterschiede zwischen den Ländern mit Hilfe von institutionellen Makrovariablen in den Ländern zu erklären. Um ein Beispiel zu geben: Die nur in Deutschland und Österreich hoch ausfallende Zustimmung zur Antwort „Familienpolitik stärkt die Stellung von Ehe und Familie in der Gesellschaft“ erklärt sie mit dem in Deutschland grundgesetzlich verankerten Schutz der Familie in der Verfassung. Dem ist entgegenzusetzen, dass auch in der spanischen Verfassung die Familie besonderen Schutz erfährt. Spanien weist hinsichtlich dieser Frage aber einen sehr niedrigen Zustimmungsgrad auf.

In denen beiden folgenden Kapitel werden daraufhin die Faktoren „gesellschaftliche und bevölkerungspolitische Gestaltung“ näher unter die Lupe genommen, indem Kapitel 8 der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit und Kapitel 9 den gesellschaftlichen Faktoren und individuellen Gründen für niedrige Kinderzahlen gewidmet werden. Ausgehend von der Annahme, dass die reale Situation die Idealvorstellung beeinflusst, beschreiben die Kapitelautoren Jürgen Dorbritz, Eva Nebenführ (unter Mitarbeit von Beat Fux und Eva Zihlmann) zunächst die reale Situation der Kombination von Familie und Beruf in den PPA-Ländern und konfrontieren diese mit den im Survey als Idealvorstellung benannten Modellen. Die Vielfalt der genannten präferentiellen Vereinbarkeitsformen in Kombination mit den realen Haushaltssituationen erschwert es dem Leser dieses Kapitels, den Überblick zu behalten. Nicht so gut, wie in den vorangegangenen Kapitel, ist es m. E. den Autoren gelungen, diese Ergebnisse in der dieses Kapitel abschliessenden Zusammenfassung auf den Punkt zu bringen. Dies mag auch an der Komplexität der Materie liegen. Die Ergebnisse zeigen, dass einerseits bei nur einem gerin-

gen Anteil der Frauen Real- und Ideal-situation übereinstimmt, dass es aber andererseits auch keine einheitlich bevorzugte Vereinbarkeitsstrategie gibt. Die in Kapitel 9 angewandte Faktorenanalyse zeigt, dass unter den Befragten keine Einigkeit über die gesellschaftlichen Faktoren für Geburtenrückgang bestehen. Dennoch werden Kinderkosten, Streben nach Selbstverwirklichung und die veränderte Bedeutung und Funktion der Familie als zentrale Erklärungsfaktoren angesehen. Wenn man demgegenüber aber im Auge behält, dass der Familienpolitik von den Befragten keine Steuerungsrelevanz zugemessen wird, bleibt offen, welche Schlüsse, auch hinsichtlich der Erwartung an eine zukünftige Familienpolitik, aus diesem Ergebnis zu ziehen sind.

Eben diese Erwartungen an Familienpolitik zu ermitteln, ist das Anliegen des 10. Kapitels, welches von Jürgen Dorbritz, Kerstin Hartmann und Melanie Kiehl verfasst wurde. Auffallend und zugleich etwas störend für eine Arbeit die sich dem Vergleich verschrieben hat, ist dabei die starke Konzentration der Autoren auf Deutschland. So werden die zukünftigen Aufgabenfelder von Familienpolitik zunächst, einer Studie von Wingen zur Wiedervereinigung sowie dem Fünften Familienbericht folgend, dargestellt. Für den an Vergleich interessierten Leser empfiehlt sich an dieser Stelle ein Blick in das noch zu besprechende Buch *Bevölkerung und eine Prise Politik*, welches in den Kapitel 4–6 die Schweizer Ergebnisse auswertet.

Für alle PPA-Länder zeigt die von Dorbritz und Fux herausgegebene Studie das im Vergleich zur Beurteilung der gegenwärtigen Familienpolitik erstaunliche Ergebnis, dass hohe Erwartungen an eine Familienpolitik gestellt werden. Frauen weisen dabei allerdings eine kritischere Einschätzung als Männer auf. Alleinerziehende haben die höchsten Erwartungen an Familienpolitik. Die hier gewählte Darstellungsform erlaubt es dem Leser leider nicht, Rückschlüsse zu ziehen, in-

wieweit sich die Erwartungen von Allein-erziehenden in den einzelnen Ländern des PPA unterscheidet.

Wie schon oben erwähnt, bietet das zusammenfassende 11. Kapitel einen ausgezeichneten Überblick über die Ergebnisse der Studie. Allerdings zeigt sie auch, dass die von den Autoren postulierte Bestätigung der Ländergruppierung (S.236) doch nicht in allen Fällen mit den im PPA gefundenen Gruppierungen zusammenpasst. Um abschliessend ein Beispiel zu geben: Als familialistische Länder werden Belgien, Italien und Spanien identifiziert. Individualistischen Charakter weisen die Schweiz und Niederlande auf, wobei Westdeutschland durch individualistisch-etatistische Züge gekennzeichnet ist. In der Analyse zur Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit findet sich das familialistische Belgien jedoch in der Gruppe der etatistischen Länder und das individualistisch-etatistische Westdeutschland in der Gruppe der familialistischen Ländern (S. 236) wieder. Zudem überrascht die Überschrift des Kapitels „Die europäische Familienpolitik im Spannungsfeld von Familie, Erwerbstätigkeit und Kinderkosten – Schlussfolgerungen“, bleibt doch die Europa-Dimension in diesem Kapitel weitgehend unterbelichtet.

Trotz dieser erwähnten Defizite muss jedoch zusammenfassend gesagt werden, dass den Autoren mit diesem Band ein in dieser Form meines Erachtens einzigartiges Projekt gelungen ist, Einstellungen und Werte in vergleichender Form darzustellen. Das Buch zeigt eindrucksvoll auf, in welchem Masse Einstellungen und Werte mit haushalts- und personenbezogenen Merkmalen korrespondieren. Es gibt sowohl für Politiker als auch für wissenschaftlich an Familienpolitik interessierte Laien und Experten tiefe Einblicke in die Wirkmechanismen von familienpolitischen Massnahmen. Es bleibt zu hoffen, dass derartige Forschungsunternehmen, wie das PPA keine einmaligen Untersu-

chungen bleiben, sondern weitergeführt werden.

Abschliessend gilt es auf den beim Seismo Verlag erschienenen Band „*Bevölkerung und eine Prise Politik. Die schweizerische Migrations-, Familien- und Alterspolitik im Fadenkreuz von Einstellungen und Bewertungen*“ hinzuweisen, der zwar nicht ländervergleichend angelegt ist, indes in engem Zusammenhang mit der PPA-Studie steht und die Befunde für die Schweiz detailliert untersucht. Das einleitende Kapitel von Beat. Fux enthält einen methodischen Steckbrief der Studie „Bevölkerung & Wohlfahrt“ und führt in die forschungsleitenden theoretischen Konzepte ein. Die Kapitel 2 und 3 sind der Analyse von Einstellungen zu Ausländern und Flüchtlingen gewidmet. Dem Lebensstilbegriff von Hans-Peter Müller folgend, unterscheidet Andi Bösch im zweiten Kapitel fünf Lebensstilgruppen, welche sich einerseits durch die Art der Lebensführung und andererseits durch die Wahrnehmung kulturellen Wandels charakterisieren lassen. Der Autor zeigt auf, dass Einstellungen gegenüber AusländerInnen vor allem von der Akzeptanz der zunehmenden Pluralisierung der Lebenswelt abhängt, während die Zugehörigkeit zu einer Lebensstilgruppe vergleichsweise wenig Varianz reduziert. In einem weiteren Kapitel untersucht Bösch das demographische Wissen der Schweizer Bevölkerung sowie die Einstellungen zu Flüchtlingen. Insgesamt muss das Wissen um demographische Vorgänge als recht kärglich eingestuft werden. Der innerschweizerische Vergleich zeigt, daß sich negative Attitüden gegenüber Flüchtlingen in der Westschweiz überrepräsentiert finden. Auch unter Befragten in ländlichen Gebieten und bei älteren Personen sind derartige negative Einstellungen übervertreten, während die jüngere, urbane Bevölkerung, aber auch links-orientierte Befragte den Zustrom von Flüchtlingen weitgehend akzeptieren. Bedauerlicher-

weise wird an dieser Stelle kein Interpretationsversuch unternommen, diese Unterschiede etwa kulturell zu erklären.

Die Kapitel 4 bis 6 sind sodann der schweizerischen Familienpolitik gewidmet. Im Kapitel 4 thematisiert Beat Fux a) die Bedeutung einzelner familienpolitischer Massnahmen, b) Präferenzen bezüglich des weiteren Ausbaus der Familienpolitik und c) Auswirkungen familienpolitischer Einrichtungen. Für die Beurteilung der nachfolgenden Ergebnisse wäre an dieser Stelle für den nicht im Detail mit der Schweizer Familienpolitik vertrauten Leser eine kurze Anskizzierung des Ist-Zustandes der schweizerischen Familienpolitik hilfreich gewesen. Die Auswertung der Befragungsergebnisse verdeutlichen, dass die bestehenden Massnahmen von den Befragten als weitgehend wirkungslos erkannt werden. Der Einführung des Mutterschaftsurlaubs, zusätzlichen Steuererleichterungen sowie einer verbesserten Wohnungsbaupolitik wird überdurchschnittliche Dringlichkeit eingeräumt. Bezüglich der Ausbauwünsche präferieren Befragte in traditionellen Lebensformen vor allem finanzielle Beihilfen, während Personen, die eine moderne Rollenteilung, respektive neue Lebensformen praktizieren, einen Ausbau erwerbsbezogener Massnahmen sowie die Bereitstellung von Betreuungseinrichtungen wünschen. Vor dem Hintergrund der Theorie rationalen Handelns prüft Beat Fux im folgenden Kapitel Formen familialer Belastung hinsichtlich der Wahrnehmung familienpolitischer Lücken. Die Ergebnisse belegen erwartungsgemäß, dass die Erfahrung von Belastungen (Kinderlosigkeit, überdurchschnittliche Familiengrösse, Erwerbstätigkeit von Müttern, oder prekäre wirtschaftliche Verhältnisse) mit der Wahrnehmung von Lücken beim familienpolitischen Infrastrukturangebot korrespondieren. Aus diesen Ergebnissen leitet Fux die für die Politikgestaltung interessante Hypothese ab, daß „Familienpolitik durchaus spannungsreduzierende Effekte bezüglich bestimmter familialer

Belastungsphänomene zuerkannt werden kann“ (S.191). Ihr Beitrag zur Gestaltung der Vereinbarkeit von Familie und Beruf wird im folgenden Kapitel von Priska Giser detailliert untersucht. Mittels Korrespondenzanalysen illustriert die Autorin, dass sich die Erwerbsorientierung und faktische Erwerbstätigkeit von Frauen in unterschiedlichen Beurteilungen der Familienpolitik niederschlägt. Frauen, die am Erwerbsleben partizipieren, erwarten von einem Ausbau der personenzentrierten Familienpolitik einen wichtigen Impuls zur Verwirklichung der Gleichstellung von Mann und Frau. Hausfrauen und Personen, die eher traditionalistischen Lebenswelten zugehörig sind, plädieren demgegenüber markant häufiger für finanzielle Beihilfen, denen eine Reduktion der direkten und indirekten Kinderkosten zugebilligt wird. Wie schon im vorabbesprochenen Band „*Einstellungen zur Familienpolitik in Europa*“ zeigt auch die Schweizer Detailanalyse das interessante Ergebnis, daß von den Befragten trotz unterstellter Wirkungslosigkeit gegenwärtiger Familienpolitik hohe Erwartungen an eine zukünftige Politik gestellt werden.

Die Beurteilung der Schweizer Alterspolitik steht im Zentrum des von Doris Baumgarten verfaßten 7. Kapitels. Die Analyse der Umfrage zeigt, daß die Befragten dem Drei-Säulen-Prinzip, bestehend aus staatlicher Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung, beruflicher Vorsorge und privater Vorsorge auch zukünftig Tragfähigkeit zumuten. Die Auswertung von Einstellungsdaten gegenüber alten Menschen zeigt, dass weder von einem drohenden Generationenkonflikt oder gar von einer Infragestellung des Generationenvertrages ausgegangen werden kann. Weit eher wird der Alterspolitik zugestanden, dass sie zum Erreichen des vorrangigen Zieles der Befragten, nämlich im Alter unabhängig zu bleiben, wesentlich beiträgt.

Die Ergebnisse der Studie geben insgesamt einen abgerundeten Einblick in die

Bewertung der aktuellen Migrations-, Familien- und Alterspolitik durch die Schweizer Bevölkerung. Das Buch gibt tiefe Einblicke in Wirkungsmechanismen von politischen Maßnahmen, die sowohl für Politiker als auch für politisch interessierte Laien und Experten von Interesse sind. Es zeigt, daß die konkrete Ausgestaltung von Sozialpolitik den differenzierten Bedürfnissen der Bevölkerung Rechnung tragen muß, will sie von Erfolg gekrönt sein. Es handelt sich damit um ein Buch, das jeder der sich für die Entwicklungsperspektiven der schweizerischen Sozialpolitik interessiert, in seinem Bücherregal haben sollte.

Birgit Fix
Mannheimer Zentrum für
Europäische Sozialforschung
Universität Mannheim

Philippe Steiner, *Sociologie de la connaissance économique : essai sur les rationalisations de la connaissance économique (1750–1850)*, P.U.F., Paris, 1998, 285 p.

L'ouvrage de Philippe Steiner plonge le lecteur dans les arcanes de l'histoire de la pensée économique afin de décortiquer les méthodes employées par les auteurs classiques pour analyser le fonctionnement de l'économie. L'auteur appuie sa démonstration sur une approche weberienne du droit et de la religion qu'il applique par extension à l'économie politique. Il met ainsi en évidence que la connaissance des économistes s'est développée en suivant deux voies distinctes. La première se caractérise par une rationalisation formelle de la connaissance économique. Elle se distingue par son abstraction, sa complétude et sa cohérence logique qui lui permet d'expliquer le fonctionnement de l'économie sur la base d'un seul principe. Il se résume en l'occurrence à un simple pro-

cessus de maximisation de l'utilité ou des profits individuels. Ce principe explique le comportement purement réactif de l'agent économique (*homo oeconomicus*) qui obéit toujours à la même logique, dans tous ses choix de consommation, de travail, de formation, voire dans ses décisions de mariage ou ses activités criminelles ! Cette approche théorique est absolument étrangère au monde des valeurs et des choix socio-politiques. Lorsque cette rencontre a lieu, elle ne concerne plus directement le théoricien en tant que tel mais elle implique l'homme de la pratique, l'économiste de terrain, c'est-à-dire celui qui tire de la théorie formellement rationnelle des arguments orientant ou justifiant les mesures concrètes ou les décisions politiques dans un certain sens. En suivant cette approche, l'économiste sera enclin à défendre par exemple toutes les mesures visant à augmenter les coûts individuels d'une action criminelle afin de réduire les comportements délictueux dont les bénéfices escomptés ne seront plus suffisants pour compenser l'espérance de coûts (définie comme le produit entre la probabilité de détection de l'acte criminel et le «montant» de la peine infligée).

La deuxième approche distinguée par Philippe Steiner est celle de la rationalisation matérielle. Elle est proche de la première mais elle s'en distingue par le fait qu'elle introduit, à un moment ou un autre du raisonnement, un principe extérieur à la pure logique économique, c'est-à-dire des exigences éthiques ou politiques telles que l'indépendance politique ou une justice autre que celle du marché. La différence par rapport à la première approche tient principalement au type de comportement prêté aux agents économiques qui n'obéissent plus uniquement au principe de maximisation de l'utilité individuelle mais qui intègrent également d'autres paramètres. Le comportement n'est plus seulement rationnel en finalité mais il est rationnel en valeur. Cela ne signifie pas pour autant que l'attitude des

agents économiques devienne irrationnelle. A titre d'exemple, on pourrait mentionner le fait que la fonction d'utilité maximisée par l'entreprise ne dépend plus seulement de son seul niveau de profit mais également du volume d'emploi créé par son activité. En intégrant cette dimension sociale dans ses objectifs individuels, l'entreprise ne réalisera plus nécessairement le profit le plus élevé possible mais elle sera à l'origine de bénéfices pour la collectivité qui, à long terme, peuvent d'ailleurs se répercuter sur les charges sociales de l'ensemble des entreprises. Manifestement, l'abandon d'une simple maximisation à court terme du profit ne permet pas de conclure à l'irrationalité de l'entreprise qui adopte un autre type de comportement en prenant en considération sa responsabilité sociale.

En partant de cette dichotomie de la connaissance économique, l'auteur montre que l'histoire de la pensée économique s'est développée autour des conflits qui opposent les connaissances formellement et matériellement rationnelles et qui divisent les économistes eux-mêmes selon qu'ils penchent vers telle ou telle approche. Les propos de Philippe Steiner sont intéressants à plus d'un titre. Tout d'abord, les réflexions de l'auteur constituent une contribution appréciable à la sociologie de la connaissance. Elles offrent également une analyse intéressante de l'histoire de la pensée économique en mettant en évidence les oppositions entre les auteurs classiques. Finalement, les thèses de l'auteur revêtent une actualité évidente si on les replace dans le débat actuel qui oppose les économistes selon les instruments d'analyse adoptés ou selon les variables prises en compte dans leurs modèles. Malheureusement, cette dimension de l'ouvrage n'est pas suffisamment mise en exergue par l'auteur qui reste trop attaché à la période historique choisie (1750–1850), oubliant de prolonger la portée de ses réflexions jusqu'à nos jours.

Pour illustrer ce propos, on peut prendre l'exemple des inégalités de revenus. Les partisans de la connaissance formellement rationnelle relèguent les problèmes relatifs à l'équité au deuxième plan en basant leur argument sur l'absolue nécessité de concentrer leur analyse sur l'allocation optimale des ressources. Ils sont amenés ainsi à rejeter toute politique redistributive susceptible de modifier le système des prix relatifs et d'affecter les processus de décisions individuelles. Dans cette optique, le marché est seul habilité à déterminer les niveaux de rémunération qui traduisent tout simplement les différences de productivité. Vouloir intervenir dans ce mécanisme ne pourrait que créer une distorsion dans l'allocation des ressources qui réduirait le gâteau à partager. Ce faisant, les économistes partisans de l'approche formellement rationnelle oublient tout simplement que les choix individuels (notamment en matière de formation) ne sont pas totalement indépendants du contexte social et familial, que les marchés sont caractérisés par de nombreuses lacunes qui entachent leur fonctionnement et par le fait que les inégalités elles-mêmes sont susceptibles d'influencer la croissance économique future. En particulier, un accroissement des disparités économiques peut réduire les investissements en capital humain, notamment au sein des classes les plus démunies de la population. Les économistes qui utilisent une approche de la connaissance matériellement rationnelle intègrent donc explicitement le problème des inégalités dans leur analyse en démontrant notamment les conséquences qu'une certaine allocation des ressources peut exercer sur les différences de rémunérations et en étudiant également les effets de cette distribution plus ou moins inégale des revenus sur la croissance économique elle-même. En ce sens, ils parviennent à réconcilier l'analyse des économistes formellement rationnels avec les problèmes redistributifs en démontrant que les

deux mondes ne sont pas clos l'un à l'autre mais qu'ils dépendent au contraire l'un de l'autre.

Pour illustrer les propos de Steiner, on peut également évoquer les débats relatifs aux mesures étatiques visant à influencer les structures de marché pour instaurer une concurrence efficace censée assurer le bien-être maximum des consommateurs. Dans ce domaine, l'école de Chicago défend la thèse selon laquelle le marché corrige de lui-même les effets d'une éventuelle situation de concurrence imparfaite. Les surprofits obtenus par les entreprises présentes sur ces marchés non concurrentiels devraient inciter des producteurs potentiels à y pénétrer pour profiter des avantages indus créés par cette situation. Ce faisant, ils vont contribuer à ramener les profits à des niveaux plus compatibles avec une situation de concurrence efficace. Dans ces conditions, l'Etat ne devrait pas se préoccuper de réguler les marchés ce qui conduit l'école de Chicago à rejeter toute forme d'interventionnisme. Cette conclusion très tranchée se heurte cependant à l'évidence des faits empiriques qui démontrent que le marché ne parvient pas toujours à corriger les taux de profits excessifs. En effet, les entreprises en place adoptent souvent des stratégies de prédation à l'encontre des concurrents potentiels et érigent toutes sortes de barrières à l'entrée éventuelle de nouveaux producteurs.

Un dernier exemple de la pertinence du débat économique illustré par l'ouvrage de Steiner est lié à la question de l'ouverture aux échanges internationaux. Pour les partisans d'une approche formellement rationnelle, rien ne saurait déroger au principe du libre-échange. Pourtant, de multiples considérations autant théoriques qu'empiriques plaident en faveur d'une libéralisation progressive et contrôlée des échanges internationaux. Comme le rappelle à juste titre Steiner, des économistes tels que Friedrich List ont démontré qu'en adoptant une démarche matériellement

rationnelle, il est possible de justifier une politique commerciale basée sur une protection temporaire des industries naissantes. En effet, le coût éventuel lié à la phase de protectionnisme peut être inférieur aux bénéfices sociaux à long terme associés à la croissance de forces productives («l'éducation industrielle» selon les termes de List lui-même) qui permettront dans le futur de faire progresser la nation sur le chemin du développement économique. Cette approche des relations commerciales internationales trouve également une application dans la transition brutale des économies centralement planifiées vers un système d'économie de marché. Ce passage s'est opéré sans que les institutions n'aient été adaptées au préalable à ce changement ce qui explique les conséquences économiques et sociales désastreuses observées aujourd'hui dans ces pays. Ces effets pourtant prévisibles ont été purement et simplement ignorés par les partisans de la théorie formellement rationnelle qui fait abstraction de l'influence des institutions sur le fonctionnement de l'économie et qui forme une approche atemporelle, basée sur quelques principes généraux immuables.

La connaissance économique matériellement rationnelle prend appui sur les développements de la connaissance formellement rationnelle pour en discuter la portée, en critiquer la signification et proposer des alternatives théoriques. A l'inverse, certaines dimensions morales sont intégrées progressivement dans le cadre de la rationalisation formelle. Cela ne signifie pas qu'une réconciliation se produira dans tous les cas mais cela implique que, à l'instar de toutes choses humaines, les deux formes de rationalisation sont condamnées à coopérer. Mais c'est aussi à travers ces oppositions que les deux approches se sont enrichies et ont permis de faire avancer la connaissance économique. Cette conclusion souligne à elle seule tout l'intérêt de l'ouvrage de Philippe Steiner pour la communauté des

économistes qui a trop souvent tendance à oublier aujourd'hui les vertus du dialogue indispensable entre ces deux approches de la connaissance économique. Malheureusement, on peut craindre que l'ouvrage de Steiner reste confiné à un cercle restreint de sociologues et que son discours par trop axé sur l'histoire de la pensée économique occulte son caractère éminemment actuel.

Yves Flückiger
Département d'économie politique
Université de Genève

Flavia Kippele, Was heisst Individualisierung? Die Antworten soziologischer Klassiker, Westdeutscher Verlag, Opladen 1998, 261 Seiten, 46.— SFr.

Die vorliegende Zürcher Dissertation geht von einem Unbehagen an der Individualisierungsdebatte der soziologischen Gegenwart aus. Die Autorin konstatiert bei anhaltender Konjunktur des Themas „Individualisierung“ seit gut zwei Jahrzehnten eine grassierende definitorische Beliebigkeit des entsprechenden Zentralbegriffs. Wurden noch zu Beginn der 80er Jahre unter Individualisierung ganz allgemein neue Formen der Einbindung des Individuums innerhalb der Gesellschaft verstanden, teilte sich die Diskussion zunehmend auf. Auf der einen Seite konzentrierte sie sich auf gesamtgesellschaftliche Veränderungen im Sinne einer (Ent-)Strukturierung sozialer Ungleichheiten. Nur teilweise an diese Fragestellung anknüpfend, beschäftigten sich andererseits die „Bindestrich-Soziologien“ mit Individualisierung z. B. in der Familie, in der Arbeitswelt, im Bereich der Religion oder in verschiedenen Altersphasen.

Dieser inhaltlich-thematischen Differenzierung sei nun kaum eine entsprechende begrifflich-theoretische gefolgt. Unge-

naugkeiten und Widersprüche in der Theorie wurden laut Kippele fälschlicherweise oft mit den Ambiguitäten, dem Chaos im realen Veränderungsprozess legitimiert. Besonders beklagenswert erscheint der Autorin die diesbezügliche verbreitete Weigerung zu einer vertieften Auseinandersetzung mit klassischen Positionen. Unter Hinweis auf veränderte Entstehungsbedingungen des empirischen Phänomens und seiner soziologisch-theoretischen Fassung würden lediglich schlagwortartige Fragmente klassischer Theoreme kolportiert oder kaum besehen wieder über Bord geworfen, ohne dass die bestehenden Lücken durch tragfähige neue Konzepte besetzt worden wären. Hierin erblickt nun Kippele zu Recht ein Zurückfallen hinter die Klassiker der Soziologie.

In Anlehnung an Donald Levine, der eine dialogische Reflexion der eigenen, multiplen Fachtradition für die Gegenwartssoziologie fruchtbar machen will, plädiert die Autorin für eine systematische Befragung klassischer Autoren, die – zur Schaffung einer legitimen soziologischen Disziplin um solide Begriffe und theoretische Stringenz bemüht – bedenkenswert fundierte Analysen von heute neu entdeckten Aspekten der Individualisierung geliefert haben.

Ausgehend von einer Arbeitsdefinition von Individualisierung als „Prozess, bei dem sich die Art des Eingebundenseins des Individuums in die Gesellschaft verändert“ (S. 15) offeriert Kippele im vorliegenden Band eine Auseinandersetzung mit Marx/Engels, Tönnies, Simmel, Durkheim, Weber und Elias in zwei Teilen.

Zunächst werden in einem analytischen Teil für jeden der ausgewählten Autoren einzeln die Behandlung eines Verhältnisses von Individuum und Gesellschaft, seine Veränderungen und deren Konsequenzen für das Individuum fokussiert. Diese zugespitzten, werkmonographischen Zugänge erlauben es der Autorin, die je relevanten Momente herauszuarbeiten, ohne sie aus ihren bisweilen

radikal verschiedenen Gesamtkonzeptionen herauszureissen.

Die ausgewählten Klassiker lassen sich unter der spezifischen Fragestellung der Individualisierung unterschiedlich leicht fassen. Die von Ulrich Beck als Referenzen für seine Individualisierungsthese angerufenen Marx/Engels und Weber etwa thematisieren das fragliche Thema meist nur indirekt bzw. implizit. Demgegenüber ist die Thematik bei Simmel stets zentral. Seine ambivalenten Schlüsse antizipieren die Becksche Position in erstaunlichem Masse, sind allerdings gleichzeitig in ein äusserst eigenwilliges soziologisches Gesamtprogramm eingebettet.

Im zweiten, synthetischen Teil ihrer Arbeit widmet sich die Autorin vorerst der Skizzierung einer ideengeschichtlichen Rahmenerzählung zum Begriff von Individuum und Gesellschaft, innerhalb deren unterschiedliche Prämissen der soziologischen Klassiker verständlich werden und so Vergleiche erleichtern. Dabei wird insbesondere die Relevanz nationaler bzw. sprachkultureller Denktraditionen deutlich, die sich philosophisch und sozialwissenschaftlich in der Moderne ausprägen. Nachdrücklich verweist die Autorin auch auf die Verknüpfung von epistemologischen bzw. methodologischen und ontologischen Prämissen in den klassischen Positionen.

All diese Vorarbeiten führen die Autorin schliesslich zu synoptischen Gegenüberstellungen, in denen die Beiträge der einzelnen Autoren nach spezifischen „Dimensionen der Individualisierung“ verglichen werden. Mit ihren Herleitungen gewappnet, kann Kippele hier sehr genaue Unterschiede machen, etwa innerhalb und zwischen den Begriffen Emanzipation, Autonomie und Freiheit. Differenzen, Parallelen und Analogien werden diskutiert und in verschiedenen Schemata resümiert. Dabei wird anschaulich, dass unter der Oberfläche gleichlautender Begriffsverwendungen oft inkommensurable theoretische Systeme liegen.

Kippele liefert keine Lösungsvorschläge zur Integration eines umfassenden Individualisierungsbegriffs. Vielmehr trägt sie zu dessen Problematisierung bei. Konsequenterweise zieht sie im Schlusswort ein ernüchterndes Fazit. Sie wünscht sich die Verabschiedung eines pauschalen Individualisierungsbegriffs und plädiert stattdessen für eine verstärkte Berücksichtigung verschiedener Dimensionen von Individualisierung auch auf begrifflich-theoretischer Ebene.

Der radikale Schluss der Studie war wohl teilweise bereits in deren Ausgangslage angelegt. So heilsam die detaillierte wechselseitige Profilierung klassischer Individualisierungstheorien ist – dass die Klassiker in der recht eigentlich fachkonstituierenden Frage nach dem Verhältnis von Individuum und Gesellschaft bzw. nach dessen Veränderung unterschiedliche, nur bedingt gegenseitig reduzierbare Positionen einnehmen, kann nicht erstaunen. Es ist dies ja gerade eines der Kriterien, das sie gemeinsam zu Klassikern macht. Die sich durch die breite Fragestellung ergebenden Schwierigkeiten werden auch von der Autorin eingeräumt. Statt von ihrer sehr offenen Arbeitsdefinition hätte sie auch von einer Kritik an (bestimmten) Gegenwartsverwendungen des Individualisierungsbegriffs ausgehen können, welche konkrete Desiderate einer Präzisierung bestimmt hätte. Im Anschluss daran wäre möglicherweise ein Argument zu gewinnen gewesen, das nicht nur direktere, selektivere und weniger schematische Klassikerexegesen, sondern auch konkrete positive Vorschläge zur Behandlung von Individualisierungsdimensionen erlaubt hätte. Eine solche Vorgehensweise wird von Kippele durchaus in Betracht gezogen. Sie musste allerdings auf ein eventuelles späteres Projekt vertagt werden, da sie den Rahmen der vorliegenden Arbeit überzogen hätte. Die gewählte Vorgehensweise entfaltet jedenfalls ihr Potential vor allem als vergleichende *De-konstruktion*. Sie sensibilisiert gegen ei-

nen ubiquitären Begriff der Individualisierung. Kippeles Band ist als Grundlage für eine entsprechende akademische Lehrveranstaltung bestens geeignet. Insbesondere die schönen und knappen monographischen Klassikerdarstellungen und die ideengeschichtlichen Einbettungen unterstützen dieses Moment. Durch die Breite von Problemwahl und -behandlung dürfte die vorliegende Dissertation auch über das eigentliche Thema hinaus berechtigtes Interesse finden.

Rainer Egloff
Forschungsstelle für Sozial- und
Wirtschaftsgeschichte
Universität Zürich
z. Zt. Morris-Fishbein-Center
forHistory of Science
University of Chicago

Bertrand Montulet, *Les enjeux spatio-temporels du social. Mobilités*, L'Harmattan, Paris, 1998, 221 p.

L'ouvrage de Bertrand Montulet s'ouvre sur un double constat concernant la mobilité quotidienne. Il relève premièrement que d'un point de vue technique, cette problématique est souvent réduite à l'usage des moyens de transport, et qu'il y a donc confusion entre mode de transport et mobilité, assimilation entre l'objet qui transporte et l'usage individuel des espaces. Il constate secondement que la recherche scientifique dans le domaine de la mobilité est peu développée et repose souvent sur des conceptions simplistes ou inappropriées, notamment en ce qui concerne la perspective spatio-temporelle. C'est ainsi qu'il renvoie dos à dos les approches micro-sociologiques telles que celle par les attitudes, celle par les programmes d'activités, et celles qui intègrent les deux.

Constatant l'absence d'inscription de la problématique de la mobilité quotidienne dans le cadre des transformations sociales globales, hormis la conceptualisation de la mobilité comme phénomène social total, Bertrand Montulet se fixe pour objectif de comprendre les mobilités à travers les perceptions spatio-temporelles qu'elles actualisent. Pour ce faire, il part du postulat que la mobilité ne peut être comprise qu'à partir du prisme spatio-temporel, et qu'il est essentiel de comprendre les formes spatiales et temporelles pour comprendre les mobilités des individus. Pour opérationnaliser ce postulat, l'auteur propose un outil d'analyse : la perspective spatio-temporelle, qui est une approche culturelle dans laquelle l'espace et le temps ne peuvent être exprimés qu'au travers de formes constituées dans l'action collective, qui en assurent la perception en tant que temps et espace.

Après cette première partie, consacrée à la reconstruction de la problématique, la seconde est consacrée à la présentation des résultats d'une enquête qualitative exploratoire portant sur les cadres sociaux de perception du temps et de l'espace. Elle a été réalisée à Montluçon (France) et Verviers (Belgique), soit deux villes comparables de par leur taille, leur histoire et leur topographie. Une trentaine de personnes ont été interrogées dans chaque ville. Il ressort de cette enquête deux états purs permettant de comprendre la spatio-temporalité : la forme-limite et la forme-organisante.

La *forme-limite* exprime l'espace statique et s'incarne dans le lieu, elle constitue un tout délimité et exprimé de l'intérieur. Les locuteurs qui font référence à la forme-limite insistent sur la durée du temps et ses régularités, associant ainsi à l'espace une forme temporelle. Ils évoquent aussi la nécessité de s'habituer lorsque survient le changement.

La *forme-organisante* exprime une conception dynamique de l'espace. Dans cette seconde perspective, l'espace est infini, c'est une étendue. Cet espace ouvert est identifié comme une série des repères successifs. Les locuteurs faisant référence à la forme-organisante expriment l'espace et le temps en termes d'opportunités.

La troisième partie de l'ouvrage pose un diagnostic concernant les cadres spatio-temporels prédominants actuellement. Elle présente pour cela une comparaison historique qui montre le passage progressif de la forme-limite à la forme-organisante entre le Moyen-Age et l'époque contemporaine.

La quatrième partie du livre vise à recomposer les cadres contemporains de perception de l'espace-temps afin de consolider le diagnostic des chapitres précédents. Bertrand Montulet interpelle pour cela deux débats théoriques qui agitent la sociologie depuis plusieurs décennies : la spécification des dynamiques spatiales à l'oeuvre dans le concept de globalisation, et la modernité avancée ou «postmodernité». Concernant la globalisation, l'auteur montre que la prédominance de la forme-organisante est typique du développement des métropoles, qui constituent une incarnation de ce modèle. Ainsi interprété, le concept de globalisation n'implique pas le passage d'une échelle spatiale à une autre, mais une dynamique de composition nouvelle des relations dans l'étendue propre à l'espace terrestre, étendue qui n'est plus comprise comme limite, mais comme support de l'action. L'auteur montre que deux attitudes par rapport à ce changement sont perceptibles, l'une, positive, insiste sur l'ouverture aux opportunités, et l'autre, négative, insiste sur la source de risque et de destabilisation que cela constitue.

La dernière partie propose de nouer la gerbe en revenant analytiquement sur la question de la mobilité et aux interrogations de départ. C'est ainsi que sont notamment développées quatre figures de

la personne mobile. Deux renvoient à la forme-organisante (être en contact avec le monde) : le *citadin*, à la mobilité microscopique, qui fait le tour du monde dans une ville; et le *voyageur*, adepte d'une mobilité incursive. Les deux autres figures renvoient à la forme-limite (être en contact avec le lieu) : le *businessman*, dont la mobilité kinétique s'inscrit dans une logique consommatoire, et le *provincial*, qui se caractérise par une mobilité sédentaire dans la mesure où il ramène tout à son cadre d'origine.

En guise de conclusion, l'auteur met en évidence trois avantages de la perspective qu'il a développée, qui permet à ses yeux d'éviter a priori une objectivation de l'espace et du temps, de dépasser une approche exclusivement spatiale de la mobilité et qui permet de comprendre les phénomènes de mobilité dans le cadre d'une réflexion globale.

L'ouvrage, parfois ardu à la lecture, est tout à fait stimulant car il propose des réflexions et ouvre des pistes de théorisations qui dépassent largement la thématique de la mobilité spatiale et s'inscrivent dans des débats d'actualité en sciences sociales, renforçant par là même l'idée que la mobilité spatiale est un phénomène social total. C'est ainsi que dans le domaine science-technique-société (STS), la montée en puissance de la morphologie de la forme-organisante pose implicitement la problématique de l'appropriation sociale des systèmes techniques : est-il possible d'envisager une forme-organisante sans des systèmes de communication qui s'affranchissent du lieu ? Et inversement, est-il possible de développer des systèmes techniques permettant la négation des lieux sans référence à la forme-organisante ? Par ailleurs, la substitution entre les deux morphologies, telle que suggérée par l'auteur, pose la question de la territorialisation des institutions et des actions publiques : comment spatialiser des institutions dont l'architecture ne correspond plus aux fonctionnalités dans des

espaces marqués par la forme-organisante, réticularisée et infinie par définition ? Dans un tout autre domaine, et comme le relève Bertrand Montulet, le passage de la forme-limite à la forme-organisante constitue, pour la recherche, un changement de paradigme qui implique de revoir un certain nombre de concepts, qui, basés sur la forme-limite, perdent de leur efficacité explicative.

Le rafraîchissement intellectuel procuré par la lecture de cet ouvrage doit cependant être pondéré par l'appréhension de la notion de mobilité. Tout au long du livre, la mobilité spatiale reste en effet largement un concept abstrait renvoyant à la notion de phénomène social total. Les pistes offertes par l'analyse empirique exploratoire pour définir les mobilités auraient pu être davantage exploitées. Les liens entre les quatre figures de la personne mobile et les sept facteurs perçus par les répondants comme définissant le caractère mobile d'un acteur (la fréquence, l'amplitude des déplacements, la période et l'espace de référence, le contact de

l'altérité, l'activité au sein de laquelle la mobilité est effectuée, le mode de transport utilisé et l'homologie entre la mobilité spatiale et la mobilité de «l'esprit») permettraient sans doute son dimensionnement. Une telle exploitation permettrait d'approfondir l'articulation entre le micro-et le macro-social, dont l'auteur regrette l'absence dans le domaine de recherche de la mobilité quotidienne, et de mettre en évidence comment la forme-organisante et la forme-limite agissent (ou interagissent) dans les comportements de mobilité liés à la vie quotidienne.

Malgré ce bémol, l'ouvrage de Bertrand Montulet *Les enjeux spatio-temporels du social – Mobilités* est une référence qui mérite de faire date dans la mesure où ce livre pose les jalons d'une nouvelle sociologie générale qui intègre explicitement l'espace et le temps.

Vincent Kaufmann
Institut de Recherche sur
l'Environnement Construit
Ecole Polytechnique Fédérale
de Lausanne